

# MIANN

MAGAZINE

AU COEUR DE L'AFRIQUE QUI DÉCIDE  
ÉDITION MARS 2026 - N°10

DOSSIER SPÉCIAL

## MAIN DANS LA MAIN : CES FEMMES QUI CHANGENT LA VIE D'AUTRES FEMMES

+

**L'Afrique dans le nouvel ordre mondial :**  
puissance économique, recomposition militaire et bataille d'influence

**Culture & Capital :  
Revenu décent des acteurs culturels :**  
un problème de modèle économique, pas de talent

# Mian Media

Inform & Engage  
Africa



Produire et diffuser des contenus de qualité, dédiés à l'Afrique, capables d'éclairer les débats, de valoriser les expertises et de contribuer à un récit plus équilibré et exigeant du continent.



Mian Media



mian.media



## CONTRIBUTEURS

**Equipe éditoriale :** Emmanuel MIAN - Esther SORO-MIAN - Thom BIAPKA  
**Equipe artistique :** Akhlaï SORO - Ephrem OKROU - Mathias KOUIAHON  
**Imprimeur :** Hooda Graphics



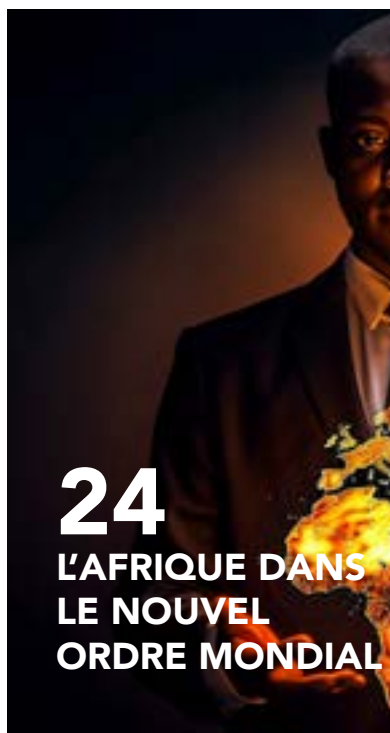
# 10

## HAMANIÈ - ACTUALITÉS



# 23

## LE CHIFFRE À RETENIR



# 24

## L'AFRIQUE DANS LE NOUVEL ORDRE MONDIAL



# 56

## DOSSIER

### A la découverte de Grand-Bassam



# 10

## ACTUALITÉS AFRICAINES

## SOMMAIRE MIAN MAGAZINE #10 MARS 2026

### ÉDITORIAL

#### HAMANIÈ - ACTUALITÉS

10 | Actualités africaines qu'il ne fallait pas manquer

23 | Le chiffre à retenir

#### DOSSIER SPÉCIAL

24 | **L'Afrique dans le nouvel ordre mondial** : puissance économique, recomposition militaire et bataille d'influence

38 | **Main dans la main : ces femmes qui changent la vie d'autres femmes**

#### LIBULA - CULTURE ET IDENTITÉ

56 | **Dossier** : A la découverte de Grand-Bassam

66 | **Culture & Capital** : Revenu décent des acteurs culturels : un problème de modèle économique, pas de talent

70 | Quelques évènements culturels africains à venir

#### DE NOVO - SANTÉ, SCIENCE ET BIEN-ÊTRE

76 | **Obésité** : comprendre l'urgence avant la crise

81 | Entretien avec l'expert Dr Gilles NINKAM

86 | Quelques actualités de science et santé

#### ARTS DE VIVRE

90 | **Sakafo** : Interview de chef Charlie KOFFI

94 | **Almasi** : Abidjan Lifestyle



**38**

**DOSSIER SPÉCIAL**

Main dans la main : ces femmes qui changent la vie d'autres femmes



**70**

**ÉVÈNEMENTS  
À VENIR**



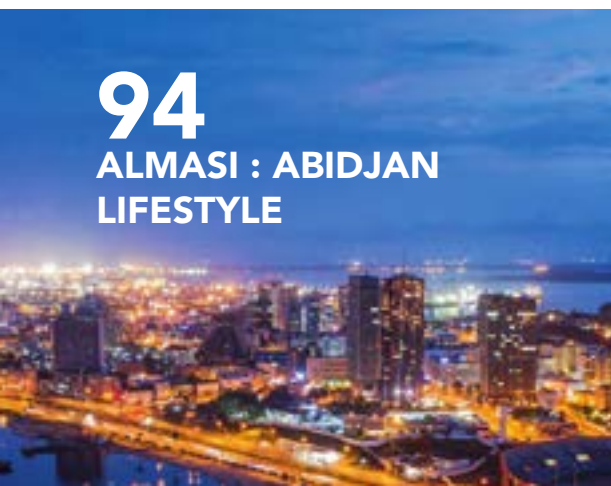
**90**

**SAKAFO  
INTERVIEW  
CHEF CHARLIE  
KOFFI**



**66**

**CULTURE  
& CAPITAL**



**94**

**ALMASI : ABIDJAN  
LIFESTYLE**



**81**

**ENTRETIEN  
AVEC L'EXPERT  
DR GILLES  
NINKAM**



**Une élite  
qui ne sert  
pas devient  
un coût. Une  
élite qui sert  
devient une  
force !**



Il y a des périodes où une nation peut se permettre l'improvisation. Et il y a des périodes où l'improvisation devient une faute. L'Afrique – et particulièrement nos pays d'Afrique de l'Ouest – est entrée dans un moment d'histoire où le niveau d'exigence doit changer. Pas demain. Maintenant. Parce que le monde se recompose, parce que les chocs se multiplient, et parce que la compétition est totale : économique, technologique, démographique, géopolitique.

Dans ce contexte, **l'excellence n'est pas un luxe réservé à quelques-uns**. C'est une obligation collective, portée d'abord par ceux qui dirigent, influencent, administrent, financent, enseignent et soignent. **La responsabilité des élites** n'est pas de briller en société. Elle est de produire des résultats : des politiques publiques utiles, des entreprises solides, des institutions crédibles, une justice respectée, une administration performante, des services essentiels accessibles. Une élite qui ne sert pas devient un coût. Une élite qui sert devient une force.

Cela implique aussi une rupture nette : **la fin du populisme improductif**. Le populisme flatte, accuse, promet, oppose... mais il ne construit pas. Il transforme la complexité en slogans, et les urgences en spectacles. Nos peuples méritent mieux que des discours. Ils méritent des solutions. La maturité politique, ce n'est pas d'entretenir la colère : c'est de transformer l'énergie sociale en réformes, en sécurité juridique, en croissance inclusive, en emplois réels.

Au cœur de cette exigence, il y a une évidence trop souvent négligée : **sans institutions solides, rien ne dure**. Les hommes passent. Les cycles passent. Les émotions passent. Seules les institutions tiennent. Elles garantissent la continuité de l'État, la confiance des investisseurs, la protection des citoyens, la régulation des marchés, la stabilité monétaire et budgétaire, la qualité des services publics. Elles sont la différence entre une prospérité fragile et une prospérité durable.

Enfin, l'obligation d'excellence impose une discipline rare : **la vision long terme, contre la gestion court-termiste**. Gouverner, ce n'est pas seulement répondre au bruit du jour. C'est préparer les dix prochaines années : éducation, santé, industrialisation, énergie, souveraineté alimentaire, innovation, infrastructures, intégration régionale. Le court terme est une nécessité. Le long terme est un devoir.

Ce numéro de *MIAN Magazine* s'inscrit dans cette ambition : éclairer, structurer, élever le débat. Mettre en avant des trajectoires d'élites qui construisent. Décrypter des recompositions majeures, comme celle qui se joue au Sahel. Et rappeler, sans détour, que le futur ne se gagne pas avec des intentions, mais avec des standards.

**L'excellence n'est pas une option. C'est une obligation.  
Et c'est maintenant.**

*Dr Emmanuel Mian*  
Fondateur et CEO - Mian Media

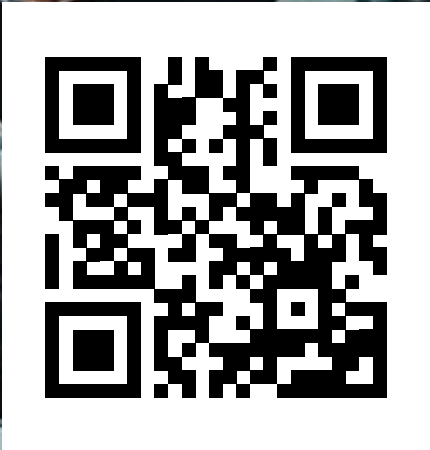


# Hamaniè

## Actualités



 Kamaniè





**QUELQUES ACTUALITÉS  
AFRICAINES  
QU'IL NE FALLAIT  
PAS MANQUER**

# Economie

Thom Biakpa

## Côte d'Ivoire : Industrie du textile, Koné Daouda Soukpafo, le « Roi du coton », met la main sur UNIWAX

Une page majeure de l'histoire industrielle ivoirienne se tourne. Dans une opération menée avec une grande discrétion, UNIWAX, acteur historique et emblématique du pagné imprimé en Afrique de l'Ouest, passe désormais sous le contrôle de la Compagnie Ivoirienne de Coton (COIC), propriété de l'homme d'affaires ivoirien Koné Daouda Soukpafo, plus connu sous le surnom de « Roi du coton ».

Cette acquisition stratégique marque un tournant pour l'industrie textile régionale et consacre un peu plus l'ascension fulgurante de ce magnat ivoirien dont l'empire économique ne cesse de s'étendre.

### UNIWAX, un symbole industriel régional

Fondée il y a plusieurs décennies, UNIWAX s'est imposée comme l'un des derniers grands bastions de l'industrie textile en Afrique de l'Ouest. Spécialisée dans la production de pagnes imprimés de type wax, la marque a su bâtir une forte notoriété auprès des consommateurs ivoiriens et sous-régionaux, devenant un symbole de qualité et de créativité textile.



nouvelle ère pour l'entreprise, désormais intégrée à un conglomérat ivoirien solidement structuré autour de la filière coton.

### Une intégration verticale stratégique

L'opération revêt une dimension hautement stratégique. En mettant la main sur UNIWAX, Koné Daouda Soukpafo réalise une intégration verticale quasi complète de la chaîne de valeur du coton de la production de la fibre à sa transformation industrielle en textile fini.

Déjà incontournable dans la production et la commercialisation du coton à travers la Compagnie Ivoirienne de Coton (COIC), le groupe consolide ainsi son positionnement dans la transfor-

mation locale, un axe central des politiques d'industrialisation prônées par les autorités ivoiriennes. Cette acquisition pourrait contribuer à renforcer la compétitivité du textile ivoirien, stimuler la création d'emplois industriels et accroître la valeur ajoutée locale dans une filière stratégique pour l'économie nationale.



Dans un contexte marqué par la concurrence accrue des importations asiatiques et les difficultés structurelles du secteur textile africain, UNIWAX représentait l'un des rares acteurs industriels à maintenir une production locale significative. Le transfert de sa participation majoritaire à la COIC ouvre donc une



## Politique

Thom Biakpa

### Soupçons de corruption en Afrique : Vincent Bolloré jugé à Paris en décembre prochain

L'affaire dite des « ports africains » connaîtra un nouvel épisode judiciaire majeur à la fin de l'année 2026. Le procès de Vincent Bolloré est désormais programmé. Il se tiendra du 7 au 17 décembre 2026 devant le tribunal correctionnel de Paris. Le chef d'entreprise français devra y répondre d'accusations de corruption d'agent public au Togo, ainsi que de complicité d'abus de confiance.

Au cœur du dossier, des faits remontant à la période 2009-2011, en lien avec des campagnes électorales en Afrique de l'Ouest. La justice soupçonne qu'une filiale du groupe Bolloré, active dans la communication, ait fourni des prestations à des conditions particulièrement avantageuses lors d'échéances électorales.

En contrepartie, ces services auraient facilité l'obtention

ou le maintien de positions économiques stratégiques, notamment dans la gestion portuaire.

L'enquête s'intéresse en particulier à l'élection présidentielle togolaise de 2010. Des prestations de conseil et de communication auraient été facturées à des tarifs inférieurs à leur valeur réelle.

En retour, plusieurs décisions favorables au groupe auraient été prises par la suite, incluant des prolongations de concessions portuaires et des mesures fiscales avantageuses.

Le dossier ne se limite pas au Togo. Des faits similaires sont également examinés en Guinée, en lien avec la campagne présidentielle de la même année. L'information judiciaire, ouverte en 2013, avait conduit à la mise en examen de Vincent Bolloré en 2018.

Une tentative de règlement rapide avait été engagée en 2021 via une procédure de reconnaissance préalable de culpabilité. L'industriel et deux de ses collaborateurs avaient alors accepté une amende de 375 000 euros chacun. Mais cette procédure avait été rejetée par le tribunal, relançant de facto la voie d'un procès classique.

Parallèlement, le groupe Bolloré en tant que personne morale a conclu un accord distinct avec la justice, acceptant de verser 12 millions d'euros dans le cadre d'une convention judiciaire d'intérêt public, ce qui a permis d'éviter des poursuites à son encontre.

Ce procès à venir s'annonce donc comme un moment clé pour un dossier sensible, mêlant enjeux politiques africains et intérêts économiques internationaux.

## CAN 2025 : Face à la polémique, Motsepe réaffirme l'impartialité de la CAF et indique la voie de recours au Sénégal

La polémique autour de la finale de la CAN 2025 entre le Sénégal et le Maroc continue de faire réagir au sommet du football africain. Alors que le titre a finalement été attribué au Maroc sur décision administrative, le président de la CAF, Patrice Motsepe, est sorti de sa réserve pour défendre le fonctionnement de l'instance.

### Une finale qui bascule après le coup de sifflet

Sur le terrain, la rencontre du 18 janvier 2026 avait pourtant souri au Sénégal, vainqueur 1-0 après prolongation. Mais les dernières minutes ont fait basculer le match dans une toute autre dimension. Entre un but sénégalais refusé et un penalty accordé au Maroc dans le temps additionnel, la tension est montée d'un cran. La situation a dégénéré lorsque certains joueurs sénégalais ont quitté la pelouse en signe de protestation. Un geste lourd de conséquences : la CAF a considéré cet abandon comme une infraction aux règlements, transformant la victoire sportive du Sénégal en défaite administrative (3-0), et offrant ainsi le trophée au Maroc.

La CAF insiste sur l'in-

dépendance de ses décisions

Face aux critiques, la Confédération africaine de football a tenu à rappeler le cadre dans lequel cette décision a été prise. Dans une intervention publique, Motsepe a mis en avant le rôle des organes judiciaires indépendants de l'institution.

Selon lui, ces instances sont composées de juristes reconnus à travers le continent et désignés via un processus impliquant les 54 fédérations membres.

Un argument destiné à renforcer la crédibilité d'une décision largement contestée dans l'opinion. Sans commenter directement le fond du verdict, le dirigeant sud-africain a également reconnu que des ajustements étaient nécessaires, évoquant des réformes déjà engagées pour éviter que ce type de controverse ne se reproduise.

### Un dernier recours possible pour le Sénégal

Malgré la décision du jury d'appel, le dossier est loin d'être totalement clos. La fédération sénégalaise dispose encore d'une



carte à jouer sur le plan juridique.

Elle peut en effet saisir le Tribunal arbitral du sport dans un délai de dix jours. Cette procédure représente l'ultime recours pour tenter de contester la décision et, éventuellement, remettre en cause l'attribution du titre.

Dans un contexte déjà tendu, cette affaire pourrait encore connaître de nouveaux rebondissements, tant sur le terrain juridique que dans l'opinion publique africaine.





## Politique

Thom Biakpa

### RDC : Assassinat de Patrice Lumumba, un ex-diplomate belge devant les juges, 65 ans après

Plus de six décennies après l'assassinat de l'ancien Premier ministre congolais Patrice Lumumba, la justice belge franchit une nouvelle étape. Ce mardi 17 mars 2026, la chambre du conseil de Bruxelles a décidé de renvoyer Étienne Davignon devant le tribunal correctionnel. Une décision marquante dans un dossier longtemps resté sensible, tant sur le plan politique qu'historique.

À 93 ans, cet ancien diplomate est aujourd'hui le dernier survivant parmi les responsables belges visés par une plainte déposée en 2011 par la famille Lumumba. Il est soupçonné d'avoir joué un rôle dans les décisions ayant conduit à l'assassinat du dirigeant congolais le 17 janvier 1961, dans un contexte de fortes tensions liées à l'indépendance du Congo et à la sécession du Katanga.

Les avocats de la famille estiment que les faits relèvent d'un crime de guerre, donc imprescriptible. Ils s'appuient notamment sur des documents diplomatiques de l'époque, tels que des télex, pour démontrer l'existence d'une « entreprise criminelle commune ». Le parquet, de son côté, avait requis un procès pour des faits incluant

tortures, traitements inhumains et participation à un crime de guerre.

Étienne Davignon occupait à l'époque, un poste d'attaché au ministère des Affaires étrangères belge, soit un rôle encore junior dans la diplomatie. Malgré ce statut, la justice cherche désormais à déterminer dans quelle mesure il aurait pu influencer ou relayer des décisions ayant contribué au drame.

Au moment du dépôt de plainte, plusieurs autres responsables belges, notamment des diplomates, des militaires ou des policiers, étaient également mis en cause pour leur lien avec le soutien de la Belgique à la sécession katangaise. Mais tous sont aujourd'hui décédés, faisant de Davignon le seul à pouvoir encore être jugé dans cette affaire.

Cette décision de renvoi en correctionnelle n'est toutefois pas définitive, elle peut encore faire l'objet d'un appel. Si le procès se tient, il pourrait constituer un moment clé dans la reconnaissance judiciaire des responsabilités liées à l'un des épisodes les plus sombres de l'histoire postcoloniale.

# Culture & Art vivre

Thom Biakpa

## Mali : Boncana Maïga, une voix majeure des musiques africaines s'est tue

La musique africaine perd l'un de ses bâtisseurs. Boncana Maïga est décédé ce samedi 28 février 2026 à Bamako, plongeant le Mali et bien au-delà dans une profonde tristesse. L'annonce, diffusée dans la matinée, a rapidement suscité une vague d'émotion au sein du monde culturel, tant son nom reste associé à l'essor et à l'internationalisation des sonorités africaines.

Selon les premières informations, le musicien s'est éteint dans une clinique de la capitale malienne. Si les circonstances précises de sa disparition n'ont pas encore été détaillées officiellement, l'essentiel est ailleurs : l'Afrique perd un créateur visionnaire, un passeur de cultures et un infatigable défenseur de son patrimoine musical. Né à Gao, Boncana Maïga s'est imposé au fil des décennies comme une figure incontournable de la création musicale africaine moderne.

Compositeur, arrangeur, producteur et directeur artistique, il a su conjuguer rigueur musicale et audace artistique. Sa signature ? Une fusion subtile entre rythmes africains et influences afro-cubaines, donnant naissance à des orchestrations riches et innovantes. Son parcours est intimement lié à l'histoire de formations emblématiques. À la tête de Las Maravillas

du Mali, il a contribué à faire voyager la musique malienne bien au-delà des frontières nationales.

Plus tard, son engagement au sein du collectif panafricain Africando a participé à la popularisation de la salsa africaine, un courant devenu incontournable et porteur d'une identité musicale transcontinentale.

Mais l'héritage de Boncana Maïga ne se limite pas à la scène. Il a également joué un rôle structurant dans l'organisation et le développement d'orchestres institutionnels en Afrique de l'Ouest, œuvrant à professionnaliser et valoriser le secteur musical. Son talent d'arrangeur, salué par de nombreuses distinctions dont un Kora Award, témoignait de sa capacité à sublimer les voix et les instruments.

Au-delà des récompenses, ceux qui l'ont côtoyé retiennent un homme engagé, profondément attaché à la transmission. Pour lui, la musique était un héritage vivant, à partager et à faire évoluer. Son influence continue de résonner dans les créations contemporaines, où l'on retrouve l'empreinte de ses re-



cherches sonores et de son esprit d'ouverture.

Avec la disparition de Boncana Maïga, c'est une page importante de l'histoire musicale africaine qui se tourne. Mais son œuvre, elle, demeure : vibrante, métissée et résolument tournée vers l'avenir.

“

COMPRENDRE  
LA POLITIQUE  
AFRICAINNE,  
AVEC LUCIDITÉ  
ET PLURALITÉ

”



# Points de vue

L'entretien



 [mianmedia.com](http://mianmedia.com)

 +225 07 14 13 25 74

 [infos@mianmedia.com](mailto:infos@mianmedia.com)



# L'HEBDOMADAIRE DES LEADERS ET DÉCIDEURS QUI FAÇONNENT L'AFRIQUE



## Politique

Thom Biakpa

# Sénégal : Macky Sall se lance dans la bataille pour diriger l'ONU, sa candidature portée non pas par Dakar, mais par le Burundi

L'ancien président sénégalais Macky Sall entre dans l'arène diplomatique mondiale. Son nom a été officiellement transmis aux Nations unies pour briguer le poste de secrétaire général, dont le mandat sera renouvelé en 2027. Une candidature portée non pas par Dakar, mais par le Burundi, actuel président en exercice de l'Union africaine.

L'annonce a été faite au siège des Nations unies à New York. La porte-parole de l'Assemblée générale a confirmé la réception de la proposition burundaise. Ce parrainage africain n'a rien d'anodin. Il s'inscrit dans une volonté de promouvoir une représentation accrue du continent au sein des grandes instances internationales. Macky Sall, qui a dirigé l'Union africaine entre février 2022 et février 2023, avait d'ailleurs fait de cette question un axe central de son action diplomatique. Son entrée dans la course peut ainsi être lue comme le prolongement d'un engagement panafricain visant à renforcer le poids politique de l'Afrique sur la scène mondiale.

Si la démarche bénéficie d'un soutien continental, elle intervient dans un climat tendu au Sénégal. Les nouvelles autorités issues de l'élection de mars 2024 ont engagé un examen approfondi de la gestion économique de la période 2012-2024. Le président Bassirou Diomaye Faye et son Premier ministre Ousmane Sonko ont publiquement évoqué d'éventuelles irrégularités, notamment concernant la dette publique. Cette situation politique délicate pourrait peser sur l'image internationale de l'ancien chef de l'État, même si aucune



procédure judiciaire internationale n'est engagée à ce stade.

Le mandat d'Antonio Guterres prendra fin le 31 décembre 2026. Son successeur entrera en fonction le 1er janvier 2027. Depuis novembre, les États membres peuvent proposer des candidats et la compétition s'organise progressivement. Deux candidatures sont d'ores et déjà officialisées : celle de l'ancienne présidente chilienne Michelle Bachelet et celle de Rafael Grossi, actuel directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Le Costa Rica a, de son côté, exprimé son intention de soutenir l'ancienne vice-présidente Rebeca Grynspan, sans formalisation à ce stade.

La rotation géographique, tradition non écrite de l'ONU, alimente les débats. L'Amérique latine estime que son tour est venu. Par ailleurs, de nombreux États militent pour qu'une

femme accède pour la première fois à la tête de l'organisation.

Au-delà des déclarations et des soutiens symboliques, la clé du processus se trouve au Conseil de sécurité. Ce sont ses membres qui recommandent un candidat à l'Assemblée générale. Les cinq membres permanents que sont les États-Unis, la Chine, la Russie, le Royaume-Uni et la France, disposent chacun d'un droit de veto, capable de bloquer toute candidature.

Le processus de sélection doit s'enclencher d'ici la fin juillet. Pour Macky Sall, comme pour ses concurrents, la campagne s'annonce donc double : convaincre une majorité d'États membres, tout en évitant le veto d'une grande puissance.

À près de deux ans de l'échéance, la bataille diplomatique ne fait que commencer.

# Politique

Thom Biakpa

## Bénin : Présidentielle 2026, entre rupture et continuité, Wadagni marche vers la Marina

Dans un contexte politique en pleine recomposition au Bénin, Romuald Wadagni désormais candidat de la majorité présidentielle pour l'échéance de 2026, cherche à imposer son propre tempo. Dans un entretien accordé à Jeune Afrique, le ministre de l'Économie et des Finances livre une lecture sobre presque technique de son entrée dans la course.

Loin d'un récit classique d'ascension politique soigneusement planifiée, Wadagni revendique une trajectoire dictée par les circonstances. Sa candidature, explique-t-il, ne relève pas d'une ambition personnelle ancienne, mais d'un choix collectif opéré au sein du camp présidentiel après le retrait annoncé de Patrice Talon. Une manière de désamorcer toute perception d'opportunisme, tout en se positionnant comme un homme de continuité.

Mais derrière cette posture, un équilibre délicat se dessine : incarner l'héritage sans en être l'ombre. Wadagni insiste ainsi sur son rôle dans les réformes économiques menées ces dernières années, mettant en avant son expérience gouvernementale comme socle de crédibilité.

Pourtant, il reste discret sur les contours précis de son projet, préférant pour l'instant installer une image de gestionnaire solide plutôt que de détailler un programme.

La question de son indépendance vis-à-vis du président sortant s'impose naturellement dans le débat. Sur ce point, le candidat se veut catégorique : Patrice Talon, affirme-t-il, n'exercera « aucune tutelle » après son départ du pouvoir. Une déclaration qui vise autant à rassurer l'opinion qu'à affirmer son autonomie politique. Il reconnaît néanmoins l'influence intellectuelle et professionnelle du chef de l'État, tout en s'efforçant de tracer une ligne claire entre proximité passée et indépendance future. Un programme de gouvernance centré sur la modernisation de l'État, la transparence et l'intégration du numérique dans l'action publique.

Présenté ce week-end à Cotonou, le programme de gouvernance de Romuald Wadagni repose sur une réforme en profondeur du fonctionnement institutionnel. Le candidat propose notamment l'instauration d'une reddition de comptes annuelle et itinérante. Ce mécanisme viserait à rapprocher les autorités des citoyens, en associant élus locaux, responsables traditionnels et organisations sociales autour de bilans publics et d'échanges directs.

Dans la même logique, Romuald Wadagni met l'accent



sur la participation citoyenne. Il prévoit de formaliser des outils permettant aux populations de contribuer à l'élaboration et au suivi des politiques publiques, notamment à travers des consultations régulières et des plateformes numériques dédiées.

Le numérique occupe une place centrale dans cette vision. Le candidat ambitionne de dématérialiser certains processus clés, à commencer par le système électoral, afin d'en renforcer la transparence et la crédibilité. Cette transformation s'accompagnerait de mesures encadrant la protection des données personnelles, la cybersécurité et la prévention des dérives liées aux usages numériques.

Enfin, le programme prévoit un déploiement progressif des réformes. Une première phase serait consacrée à la mise en place des infrastructures technologiques et des cadres réglementaires, avant une généralisation à l'échelle nationale.

À travers ces orientations, Romuald Wadagni propose une gouvernance qui se veut plus ouverte, interactive et adaptée aux enjeux contemporains, en misant sur la technologie comme levier de transformation de l'action publique.

À mesure que l'élection présidentielle approche, le candidat Wadagni construit son image publique. Entre continuité assumée et volonté d'émancipation, Romuald Wadagni entame une campagne où chaque mot semble pesé. Les prochaines semaines devraient révéler si cette stratégie de prudence peut se transformer en véritable dynamique politique.

## Société

# Sénégal : Sénégal : Le gouvernement lance une offensive législative contre l'homosexualité, les défenseurs des droits de l'Homme tirent la sonnette d'alarme

Thom Biakpa



Au Sénégal, le débat sur la pénalisation de l'homosexualité connaît un nouveau développement majeur. Réuni en Conseil des ministres le mercredi 18 février, le gouvernement a adopté un projet de loi visant à renforcer l'arsenal répressif encadrant les relations entre personnes de même sexe. Le texte, qui doit encore être soumis au vote de l'Assemblée nationale, suscite déjà de vives réactions, tant sur le plan national qu'international.

Porté par le parti au pouvoir, le Pastef, ce projet de réforme s'inscrit dans une promesse électorale. Il prévoit une modification substantielle de l'article 319 du Code pénal, qui sanctionne les « actes contre nature », une formulation employée pour désigner les relations homosexuelles.

Concrètement, les peines encourues pourraient être doublées, passant de cinq à dix ans d'emprisonnement. Les amendes seraient également fortement relevées, pouvant atteindre 10 millions de francs CFA, contre 1,5 million actuellement. Mais la mesure la plus marquante concerne l'élargissement des sanctions à toute forme « d'apologie » de l'homosexualité.

Les organisations, associations ou structures culturelles accusées de promouvoir ou de financer des activités liées aux droits LGBT pourraient être visées. Films, productions audiovisuelles, publications écrites ou prises de position publiques pourraient ainsi tomber sous le coup de la loi. Le ministre de la Culture, Amadou Ba, a précisé que le texte inclurait également des dispositions contre les dénonciations calomnieuses. Toute accusation d'homosexualité sans preuve pourrait entraîner une peine de deux à trois ans de prison et une amende allant de 200 000 à 500 000 francs CFA.

L'annonce de cette réforme intervient dans un contexte déjà tendu. Quelques jours auparavant, douze hommes avaient été arrêtés par la gendarmerie pour « actes contre nature », parmi lesquels figuraient deux personnalités locales. Les autorités avaient présenté des préservatifs et du matériel de prévention du VIH comme éléments à charge. Ces arrestations ont ravivé les inquiétudes concernant la sécurité des personnes LGBT et des personnes vivant avec le VIH. Plusieurs témoignages font état d'un climat de peur croissant. Certains Sénégalais homosexuels affirment craindre une multiplication des dénonciations et des poursuites judiciaires si la loi est adoptée.

L'organisation Human Rights Watch a vivement réagi, demandant la libération immédiate des personnes arrêtées et appelant les autorités sénégalaises à respecter leurs engagements internationaux en matière de droits humains. Selon l'ONG, l'utilisation de la possession de préservatifs ou de traitements antirétroviraux comme preuves d'homosexualité constitue une atteinte grave au droit à la vie privée et compromet les efforts de prévention du VIH/sida.

De son côté, Amnesty International dénonce un risque accru de violations des libertés fondamentales, notamment la liberté d'expression, d'association et l'accès aux soins. Les ONG redoutent que des structures engagées dans la lutte contre le VIH soient entravées dans leurs activités si leurs actions sont assimilées à une « promotion » de l'homosexualité. Certaines voix parlent désormais « d'homophobie politique », estimant que la question des droits LGBT serait instrumentalisée pour répondre à des considérations internes ou détourner l'attention d'autres enjeux sociaux et économiques.



Dans ce pays majoritairement musulman et profondément attaché à ses traditions religieuses, l'homosexualité reste largement rejetée par l'opinion publique. Elle est fréquemment perçue comme une importation étrangère incompatible avec les valeurs culturelles locales. Des manifestations organisées par des associations religieuses ont, ces dernières années, réclamé un renforcement des sanctions pénales.

Le gouvernement affirme agir dans le respect des mœurs et des attentes d'une large partie de la population. Les défenseurs des droits humains, eux, mettent en garde contre les conséquences juridiques et sanitaires d'un tel durcissement.

Le projet de loi doit désormais être examiné par les députés. Son adoption définitive pourrait marquer un tournant significatif dans la politique sénégalaise en matière de droits liés à l'orientation sexuelle.

Au-delà du cadre strictement juridique, le débat révèle une fracture profonde entre impératifs culturels revendiqués par les autorités et engagements internationaux en matière de droits humains. La décision du Parlement sera donc scrutée avec attention, tant au Sénégal qu'à l'étranger.



# AGRO MAKERS



# Le chiffre à retenir

## 4,0 %

C'est la croissance économique projetée pour l'ensemble du continent africain en 2026 selon le rapport Situation et perspectives économiques mondiales 2026 des Nations Unies.

### Pourquoi ce chiffre est stratégique ?

Cette projection est loin d'être symbolique : **4,0 % de croissance** place l'Afrique parmi les régions du monde les plus dynamiques pour 2026, dans un contexte mondial marqué par des incertitudes économiques persistantes.

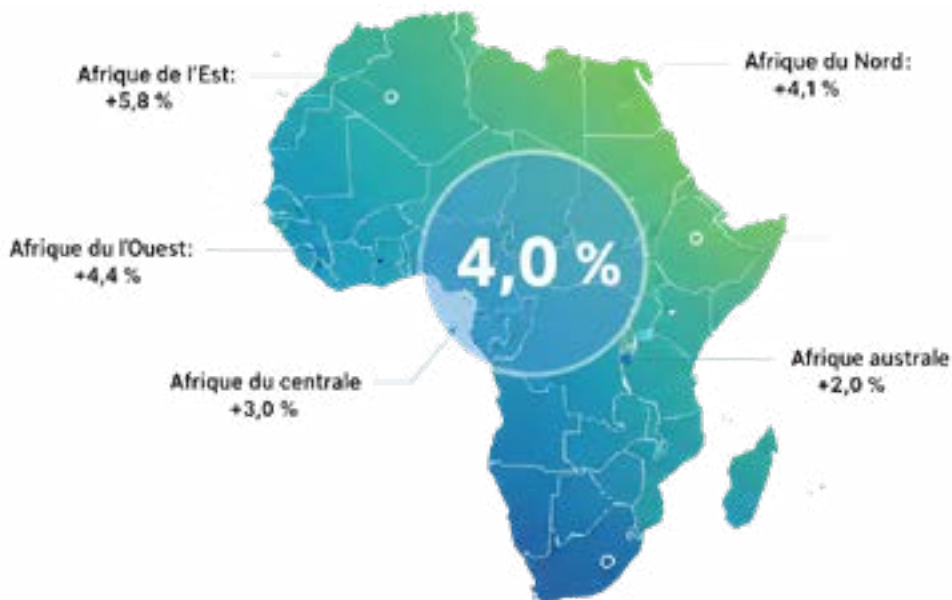
Elle reflète :

- la résilience macro-économique de grandes économies africaines malgré les chocs externes ;
- une diversification croissante des moteurs de croissance (services, infrastructures, énergie, agriculture) ;
- une intégration régionale plus active (commerce intra-africain, chaînes de valeur).

Ce taux est un indicateur clé de la performance économique du continent à un moment où les yeux des investisseurs mondiaux se tournent de plus en plus vers l'Afrique.



**Une croissance de 4,0 % dans un contexte mondial incertain — preuve que l'Afrique n'est plus seulement un continent de potentiel, mais un acteur de la croissance réelle**



# L'AFRIQUE DANS LE NOUVEL ORDRE MONDIAL :

Puissance économique,  
recomposition militaire et  
bataille d'influence

---

Comment le continent peut  
transformer les tensions  
globales en opportunité  
stratégique ?





## L'Afrique à l'heure des grandes recompositions mondiales

L'ordre mondial façonné après la fin de la Guerre froide, longtemps dominé par les États-Unis et leurs alliés occidentaux, laisse progressivement place à un environnement plus fragmenté, caractérisé par la montée de nouvelles puissances et une compétition accrue pour l'accès aux ressources.

Cette recomposition géopolitique se traduit par une intensification des rivalités économiques, militaires et diplomatiques entre blocs concurrents. La montée en puissance de la Chine, le retour stratégique de la Russie, l'affirmation des puissances émergentes regroupées notamment au sein des BRICS+, ainsi que l'activisme croissant d'acteurs intermédiaires comme la Turquie, ou les États du Golfe redessinent les équilibres internationaux.

Dans cette nouvelle configuration, **l'Afrique se retrouve au cœur des dynamiques de puissance du XXI<sup>e</sup> siècle**. Le continent concentre certaines des ressources les plus stratégiques de l'économie mondiale, notamment les minerais indispensables à la transition énergétique et aux technologies numériques. Il se situe également à l'intersection de routes commerciales majeures reliant l'Asie, l'Europe et les Amériques. À cela s'ajoute une réalité démographique incontournable : avec une population appelée à dépasser **2,5 milliards d'habitants d'ici 2050**, l'Afrique représentera l'un des principaux moteurs de la croissance mondiale.

Longtemps considérée comme une périphérie du système international, l'Afrique redevient ainsi un espace central dans la compétition entre puissances. Les investissements dans les infrastructures, les partenariats militaires, les initiatives diplomatiques et les stratégies d'influence se multiplient sur le continent, révélant l'importance croissante qu'il revêt dans les calculs stratégiques des grandes puissances.

Mais cette intensification de l'intérêt international pour l'Afrique pose une question essentielle : **le continent restera-t-il un simple terrain de rivalités entre puissances extérieures ou peut-il devenir un acteur stratégique capable d'influencer l'évolution du système international ?**

La réponse dépend en grande partie de la capacité des États africains à transformer les tensions globales en opportunités de développement.

Ce dossier propose d'analyser les principaux axes de cette transformation. Il examine d'abord la recomposition géopolitique mondiale et les nouvelles rivalités d'influence qui se déploient sur le continent. Il explore ensuite la bataille géo-économique autour des ressources, des infrastructures et des chaînes de valeur. Enfin, il s'intéresse aux dynamiques sécuritaires et militaires qui redessinent les alliances stratégiques en Afrique.

À travers ces trois dimensions — géopolitique, économique et sécuritaire — se dessine une interrogation centrale pour les décennies à venir : l'Afrique sera-t-elle l'un des terrains de la compétition mondiale ou l'un de ses nouveaux pôles de puissance ?

## LA RECOMPOSITION GÉOPOLITIQUE

### La fin du monde unipolaire

Pendant près de trois décennies après l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, le système international a été dominé par un ordre largement façonné par les États-Unis et leurs alliés occidentaux. Cette configuration dite unipolaire reposait sur une supériorité militaire incontestée, une domination financière incarnée par le dollar, ainsi qu'un ensemble d'institutions internationales structurées autour des puissances occidentales, notamment le Fonds monétaire international, la Banque mondiale ou encore l'OTAN.

Plusieurs dynamiques ont cependant progressivement fragilisé cette architecture.

La première est l'ascension économique de la Chine. En l'espace de quatre décennies, la Chine est passée d'une économie relativement marginale à la deuxième puissance économique mondiale, représentant environ 18 % du produit intérieur brut mondial en 2023. Parallèlement, Pékin a considérablement accru son influence internationale à travers des initiatives structurantes comme les Nouvelles Routes de la Soie (Belt and Road Initiative), qui impliquent aujourd'hui plus de 150 pays et mobilisent des investissements estimés à plus de 1 000 milliards de dollars.

Une deuxième dynamique concerne le retour de la Russie sur la scène internationale. Depuis l'annexion de la Crimée en 2014 et plus encore depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022, Moscou cherche à contester l'ordre sécuritaire dominé par l'OTAN et à réaffirmer sa capacité d'influence dans plusieurs régions du



monde, notamment au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie centrale.

Une troisième évolution tient à la fragmentation croissante du système international. Plusieurs puissances régionales disposent désormais de capacités économiques, diplomatiques et militaires leur permettant de peser sur les équilibres mondiaux.

Cette recomposition redessine profondément la place de l'Afrique dans les rapports de force internationaux.

### BRICS+ contre Occident : la structuration de blocs concurrents

L'une des évolutions majeures du nouvel ordre mondial réside dans la montée en puissance des BRICS, groupe initialement composé du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud. Créé au début des années 2000 comme un regroupement informel d'économies émergentes, ce bloc s'est progressivement transformé en une plateforme de coordination politique et économique visant à offrir une alternative aux institutions dominées par les puissances occidentales. Les BRICS ont notamment créé leur propre institution financière, la Nouvelle Banque de Développement, destinée à financer des



projets d'infrastructures dans les économies émergentes.

Le tournant le plus significatif est intervenu en 2024 avec l'élargissement du groupe, qui accueille désormais de nouveaux membres tels que l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite. Cet élargissement, souvent désigné sous l'appellation BRICS+, renforce considérablement le poids géopolitique de cette coalition.

Collectivement, les BRICS+ représentent désormais près de 45 % de la population mondiale et plus de 35 % du PIB mondial en parité de pouvoir d'achat. Le bloc concentre également une part importante des réserves énergétiques et minérales mondiales, ce qui lui confère une influence croissante dans la gouvernance économique internationale. Pour de nombreux pays du Sud global, ce regroupement apparaît comme une opportunité de diversification stratégique face aux institutions dominées par l'Occident.

Dans ce contexte, l'Afrique occupe une position particulière. Le continent compte déjà un membre au sein du groupe, l'Afrique du Sud, et plusieurs autres pays africains entretiennent des relations économiques et diplomatiques étroites avec la Chine, l'Inde ou la Russie.

Cependant, l'enjeu pour les États africains ne se limite pas à la diversification de leurs partenaires. La question centrale est de savoir dans quelle mesure l'Afrique peut tirer parti de cette compétition entre blocs pour renforcer sa propre autonomie stratégique.

### Les puissances intermédiaires : Turquie, Émirats

Au-delà des grandes puissances traditionnelles, le nouvel ordre international voit émerger une catégorie d'acteurs que les analystes qualifient souvent de puissances intermédiaires. Ces États ne disposent pas nécessairement de la puissance militaire ou économique des superpuissances, mais ils développent des stratégies d'influence particulièrement efficaces.

La Turquie illustre bien cette dynamique. Depuis le début des années 2000, Ankara a considérablement

renforcé sa présence diplomatique et économique en Afrique. Le nombre d'ambassades turques sur le continent est passé d'une douzaine au début du siècle à plus de quarante aujourd'hui. Les entreprises turques sont fortement impliquées dans les secteurs des infrastructures, de la construction et du transport aérien, tandis que la diplomatie turque s'appuie également sur des instruments de soft power, notamment les programmes éducatifs et l'aide humanitaire.

Les Émirats arabes unis ont également développé une stratégie africaine ambitieuse. Les autorités d'Abu Dhabi et de Dubaï investissent massivement dans les infrastructures portuaires et logistiques du continent.

Des groupes comme DP World participent à la gestion ou au développement de plusieurs ports stratégiques en Afrique, notamment au Sénégal, en Somalie et en Égypte. Cette stratégie s'inscrit dans une logique de contrôle des grandes routes commerciales reliant l'océan Indien, la mer Rouge et l'Atlantique.

Ces puissances intermédiaires contribuent à complexifier davantage le paysage géopolitique africain, en multipliant les partenariats et les opportunités de coopération.



### L'Afrique : terrain d'influence ou acteur stratégique ?

Pendant longtemps, l'Afrique a été perçue comme un espace de rivalité entre puissances extérieures. Durant la Guerre froide, le continent constituait déjà un terrain de compétition entre les États-Unis et l'Union soviétique.

Aujourd'hui, cette logique d'influence se poursuit, mais elle s'inscrit dans un environnement beaucoup plus diversifié.

La Chine est devenue le premier partenaire commercial de l'Afrique. Les échanges entre la Chine et le continent ont dépassé **280 milliards de dollars en 2023**. Les investissements chinois dans

les infrastructures ont profondément transformé le paysage économique africain, avec la construction de chemins de fer, de ports, de barrages et de zones industrielles.

Les États-Unis et l'Union européenne cherchent de leur côté à renforcer leur présence. Washington a notamment lancé en 2022 l'initiative Partnership for Global Infrastructure and Investment, qui prévoit de mobiliser 600 milliards de dollars d'investissements dans les infrastructures mondiales, dont une partie significative pourrait concerner l'Afrique.

Parallèlement, de nouveaux acteurs comme la Russie, la Turquie, l'Inde ou les pays du Golfe développent

des partenariats économiques, militaires et énergétiques avec les États africains.

Dans ce contexte de compétition internationale accrue, l'Afrique dispose potentiellement d'un levier stratégique important. Si les États africains parviennent à coordonner leurs politiques économiques et diplomatiques, notamment à travers l'Union africaine et la ZLECAf, ils pourraient transformer cette rivalité entre puissances en opportunité de développement.

L'enjeu fondamental réside donc dans la capacité du continent à dépasser son statut de terrain d'influence pour devenir un acteur stratégique à part entière dans le nouvel ordre mondial.

## LA BATAILLE GÉOÉCONOMIQUE

### La guerre des matières premières stratégiques

La transition énergétique mondiale, l'essor des technologies numériques et la transformation des systèmes industriels ont profondément modifié la hiérarchie des ressources stratégiques. Alors que le pétrole a longtemps occupé une place dominante dans la géopolitique mondiale, de nouveaux minerais critiques sont aujourd'hui au cœur des rivalités économiques.

Parmi ces ressources figurent notamment le cobalt, le lithium, le cuivre, le nickel ou encore les terres rares, indispensables à la fabrication des batteries électriques, des panneaux solaires, des éoliennes et des équipements électroniques.

L'Afrique détient une part significative de ces ressources. La République démocratique du Congo, par exemple, produit environ 70 % du cobalt mondial, un métal essentiel pour les batteries lithium-ion utilisées dans les véhicules électriques et les appareils électroniques. Le continent possède également d'importantes réserves de lithium, notam-

ment au Zimbabwe et au Mali, ainsi que de vastes ressources en cuivre et en manganèse.

Cette concentration de ressources stratégiques fait de l'Afrique un acteur clé dans la transition énergétique mondiale. Toutefois, la valeur ajoutée liée à l'exploitation de ces minerais reste largement captée à l'extérieur du continent.

Dans de nombreux cas, les matières premières africaines sont exportées à l'état brut avant d'être transformées dans des centres industriels situés en Chine, en Europe ou en Amérique du Nord. Cette situation limite considérablement les retombées économiques locales.

Face à cette réalité, plusieurs pays africains commencent à revoir leurs stratégies. Certains gouvernements cherchent à imposer des politiques de transformation locale ou à développer des chaînes de valeur régionales afin de capter une plus grande part de la richesse générée par leurs ressources naturelles.



### Les routes commerciales : Mer Rouge et Golfe de Guinée

Au-delà des ressources naturelles, la géoéconomie mondiale se joue également dans le contrôle des grandes routes commerciales.

Les voies maritimes constituent aujourd'hui les artères du commerce international. Plus de 80 % du commerce mondial de marchandises transite par voie maritime. Le contrôle ou la sécurisation de ces routes représente donc un enjeu stratégique majeur pour les grandes puissances. Dans ce contexte, plusieurs zones africaines occupent une position clé.

La Mer Rouge constitue l'un des corridors commerciaux les plus importants de la planète. Elle relie l'océan Indien à la Méditerranée via le canal de Suez et permet le transit d'environ 12 % du commerce mondial. Cette route est essentielle pour les échanges entre l'Asie, l'Europe et l'Afrique.

Les tensions géopolitiques récentes dans la région, notamment autour du détroit de Bab el-Mandeb, ont rappelé la fragilité de cette artère commerciale stratégique.

Le Golfe de Guinée, quant à lui, joue un rôle central pour les exportations énergétiques et minières africaines. La région abrite plusieurs grands ports commerciaux et constitue un point de passage important pour les exportations de pétrole, de cacao,



de minerais et de produits agricoles.

Cependant, cette zone est également confrontée à des défis sécuritaires importants, notamment la piraterie maritime et les trafics illicites. La sécurisation de ces routes maritimes représente donc un enjeu majeur pour les États riverains et pour les partenaires internationaux.



### Dette et dépendance financière

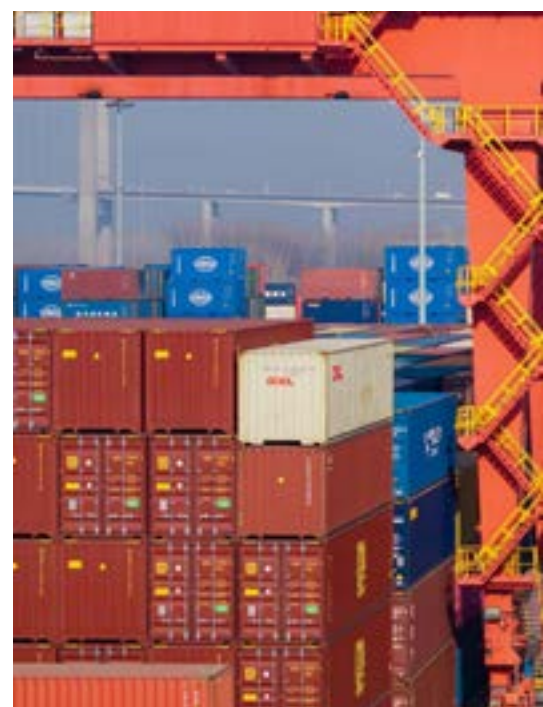
La bataille géoéconomique ne se limite pas aux ressources et aux infrastructures. Elle s'exprime également dans les relations financières internationales.

De nombreux pays africains sont confrontés à une **dette publique croissante**, souvent contractée pour financer des infrastructures ou des programmes de développement. Selon la Banque mondiale, la dette extérieure totale de l'Afrique subsaharienne dépassait **700 milliards de dollars en 2022**.

Cette situation crée parfois des vulnérabilités économiques importantes. Les fluctuations des

taux d'intérêt internationaux, la volatilité des prix des matières premières ou encore les crises financières mondiales peuvent fragiliser les économies africaines fortement endettées. La question de la dette est également devenue un enjeu géopolitique. Certains analystes évoquent le risque d'une **diplomatie de la dette**, dans laquelle les créanciers utilisent leur influence financière pour obtenir des avantages stratégiques ou économiques.

Dans ce contexte, plusieurs pays africains cherchent à diversifier leurs sources de financement et à renforcer leurs capacités de mobilisation de ressources domestiques.





### Investissements chinois vs occidentaux

Depuis le début des années 2000, la Chine s'est imposée comme un acteur économique majeur en Afrique.

Les entreprises chinoises ont financé ou construit de nombreuses infrastructures sur le continent, notamment des chemins de fer, des ports, des centrales électriques et des zones industrielles. Entre 2000 et 2022, les prêts accordés par les institutions financières chinoises aux pays africains ont dépassé **170 milliards de dollars**.

Cette présence économique a profondément transformé les relations entre l'Afrique et les puissances extérieures.

Face à l'expansion de l'influence chinoise, les États-Unis et l'Union européenne cherchent désormais à renforcer leurs propres initiatives économiques en Afrique. Plusieurs programmes d'investissement ont été lancés pour soutenir les infrastructures, les technologies numériques et la transition énergétique sur le continent.

Cette concurrence entre investisseurs internationaux peut offrir des opportunités importantes aux pays africains. Toutefois, elle exige également une capacité de négociation solide afin de garantir que les projets financés contribuent réellement au développement économique local.

### Industrialisation africaine : mirage ou réalité ?

L'un des grands défis du continent africain reste celui de **l'industrialisation**.

Malgré ses ressources naturelles abondantes et son potentiel démographique considérable, l'Afrique représente encore **moins de 3 % de la production industrielle mondiale**. Dans de nombreux pays, l'économie reste largement dépendante des exportations de matières premières.

Cependant, plusieurs initiatives pourraient contribuer à changer cette dynamique.

### La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf),

entrée en vigueur en 2021, vise à créer le plus grand marché intégré du monde en nombre de pays participants. En facilitant les échanges intra-africains et en réduisant les barrières commerciales, cette initiative pourrait favoriser l'émergence de chaînes de valeur régionales et stimuler l'industrialisation.

Par ailleurs, certains pays africains commencent à développer des politiques industrielles plus ambitieuses, notamment dans les secteurs de l'agro-industrie, de la transformation minière ou des technologies numériques.

La question reste toutefois ouverte. L'Afrique parviendra-t-elle à transformer son potentiel économique en puissance industrielle, ou continuera-t-elle à occuper principalement une position de fournisseur de matières premières dans l'économie mondiale ?





## LE VOLET MILITAIRE : SÉCURITÉ ET PROJECTION

---

### Le retrait progressif des forces occidentales du Sahel

Pendant plusieurs années, la lutte contre les groupes jihadistes dans la région sahélienne a été fortement marquée par la présence militaire occidentale, en particulier celle de la France et des États-Unis.

L'opération Serval, lancée par la France au Mali en 2013 pour stopper l'avancée de groupes armés vers Bamako, avait initialement été saluée comme une intervention efficace. Elle fut ensuite remplacée par l'opération Barkhane, une mission militaire régionale mobilisant plusieurs milliers de soldats et couvrant l'ensemble du Sahel.

Cependant, au fil des années, les résultats de cette stratégie ont été contestés. Malgré les opérations militaires, les groupes jihadistes affiliés à Al-Qaïda ou à l'État islamique ont continué à étendre leur influence dans certaines zones du Mali, du Burkina Faso et du Niger.

Parallèlement, les tensions politiques entre les autorités sahéliennes et les partenaires occidentaux se sont intensifiées. Plusieurs gouvernements issus de coups d'État militaires ont progressivement remis en cause la présence des forces étrangères.

Entre 2022 et 2024, les forces françaises ont quitté le Mali, puis le Burkina Faso et le Niger, mettant fin à une présence militaire qui avait marqué la stratégie sécuritaire de la région pendant plus d'une décennie.

Les États-Unis ont également réduit certaines de leurs opérations dans la région, notamment après la fermeture de bases militaires au Niger.

Cette évolution marque un tournant majeur dans l'architecture sécuritaire du Sahel.

## La montée des partenariats russes

Dans le contexte du retrait occidental, la Russie a renforcé sa présence sécuritaire dans plusieurs pays africains.

Moscou développe depuis plusieurs années une stratégie combinant coopération militaire officielle, ventes d'armes et déploiement de sociétés militaires privées. Cette approche lui permet d'accroître son influence tout en limitant son engagement direct.

La Russie est aujourd'hui l'un des principaux fournisseurs d'armes du continent. Selon le Stockholm International Peace Research Institute, elle représentait près de 40 % des importations d'armes en Afrique entre 2018 et 2022.

Pour certains gouvernements africains, ces partenariats offrent une alternative aux alliances militaires traditionnelles avec les puissances occidentales. Pour d'autres observateurs, ils soulèvent des interrogations concernant la durabilité et la transparence de ces coopérations.

## Les bases militaires étrangères en Afrique

Au-delà des interventions ponctuelles, l'Afrique abrite également un nombre significatif de bases militaires étrangères.

Ces installations jouent un rôle stratégique dans la projection de puissance des États qui les exploitent. Elles permettent de soutenir des opérations militaires, de surveiller certaines régions et de sécuriser les routes commerciales.

La base américaine de Camp Lemonnier, située à Djibouti, constitue l'une des installations militaires les plus importantes des États-Unis en Afrique. Elle sert notamment de plateforme pour les opérations de surveillance et de lutte contre le terrorisme dans la Corne de l'Afrique et dans la péninsule arabique.

Djibouti accueille également une base militaire chinoise inaugurée en 2017, première installation militaire permanente de la Chine à l'étranger. D'autres puissances, comme la France, l'Italie, le Japon ou encore

les Émirats arabes unis, disposent également d'installations militaires sur le continent.

Cette concentration d'acteurs militaires souligne la centralité stratégique de certaines zones africaines dans la géopolitique mondiale.

## La sécurité maritime dans le Golfe de Guinée

Si les enjeux sécuritaires africains sont souvent associés aux conflits terrestres, la dimension maritime occupe également une place croissante dans les préoccupations stratégiques.

Le Golfe de Guinée constitue l'une des régions maritimes les plus importantes pour le commerce international et pour l'approvisionnement énergétique mondial. La zone concentre une part importante des exportations pétrolières africaines et abrite plusieurs ports stratégiques.

Cependant, cette région est confrontée depuis plusieurs années à des phénomènes de piraterie maritime, de vols de cargaisons et d'activités criminelles transnationales.

Selon le Bureau maritime international, le Golfe de Guinée a longtemps été l'une des régions les plus touchées par les actes de piraterie au niveau mondial.

Face à ces défis, plusieurs initiatives de coopération régionale ont été mises en place, notamment dans le cadre du Code de conduite de Yaoundé, adopté par les États d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale afin de renforcer la sécurité maritime.

Ces initiatives visent à améliorer la coordination entre les marines nationales, à renforcer les capacités de surveillance maritime et à lutter contre les activités criminelles



en mer.

## Souveraineté sécuritaire africaine : mythe ou trajectoire crédible ?

La transformation de l'environnement sécuritaire africain soulève une question stratégique fondamentale : le continent peut-il assurer lui-même sa sécurité ?

Depuis plusieurs années, l'Union africaine affirme sa volonté de renforcer les capacités sécuritaires du continent à travers des initiatives comme la Force africaine en attente, destinée à permettre des interventions rapides en cas de crise.

Certaines organisations régionales, notamment la CEDEAO, ont également développé des mécanismes de coopération sécuritaire.

Cependant, les capacités militaires africaines restent très hétérogènes. Les budgets de défense sont souvent limités et les équipements militaires dépendent encore largement de fournisseurs étrangers.

Par ailleurs, les crises sécuritaires auxquelles le continent est confronté sont souvent complexes et multidimensionnelles. Elles combinent facteurs politiques, économiques et sociaux, ce qui rend les réponses purement militaires insuffisantes.

Pour de nombreux analystes, la construction d'une souveraineté sécuritaire africaine nécessitera donc des efforts de long terme, impliquant non seulement le renforcement des capacités militaires, mais aussi des progrès en matière de gouvernance, de développement économique et de coopération régionale.



# L'Afrique face à son moment stratégique



Les rivalités d'influence entre puissances, qu'elles soient occidentales, émergentes ou intermédiaires, témoignent de l'importance croissante que revêt le continent dans les calculs géopolitiques mondiaux. Les ressources naturelles africaines sont devenues essentielles à la transition énergétique et aux technologies du futur. Les routes maritimes qui longent ses côtes structurent une part significative du commerce mondial. Enfin, sa démographie et ses marchés en expansion en font l'un des principaux territoires de croissance de l'économie globale.

Mais cette centralité nouvelle ne constitue pas en soi une garantie de développement ou de puissance. L'histoire montre que la richesse en ressources naturelles et l'intérêt stratégique des grandes puissances peuvent aussi alimenter des formes de dépendance ou de compétition externe, lorsque les États concernés ne disposent pas des capacités institutionnelles et économiques nécessaires pour orienter ces dynamiques à leur avantage.

Le véritable enjeu pour l'Afrique est donc moins la compétition entre puissances que **sa capacité à transformer cette compétition en levier stratégique.**

Cela suppose plusieurs transformations majeures.

Sur le plan économique, le continent devra dépasser son rôle traditionnel de fournisseur de matières premières pour développer des chaînes de valeur industrielles capables de capter une part plus importante de la richesse générée par ses ressources.

Sur le plan financier, il devra renforcer son autonomie économique en diversifiant ses sources de financement et en consolidant ses marchés régionaux. Sur le plan sécuritaire, il devra progressivement construire des capacités de défense et de coopération régionales capables de stabiliser durablement son environnement stratégique.

La réussite de ces transformations dépendra largement de la capacité des États africains à agir de manière coordonnée. Des initiatives comme la **Zone de libre-échange continentale africaine**, les mécanismes de coopération régionale ou les stratégies d'intégration économique pourraient jouer un rôle déterminant dans la construction d'un véritable espace de puissance africain.

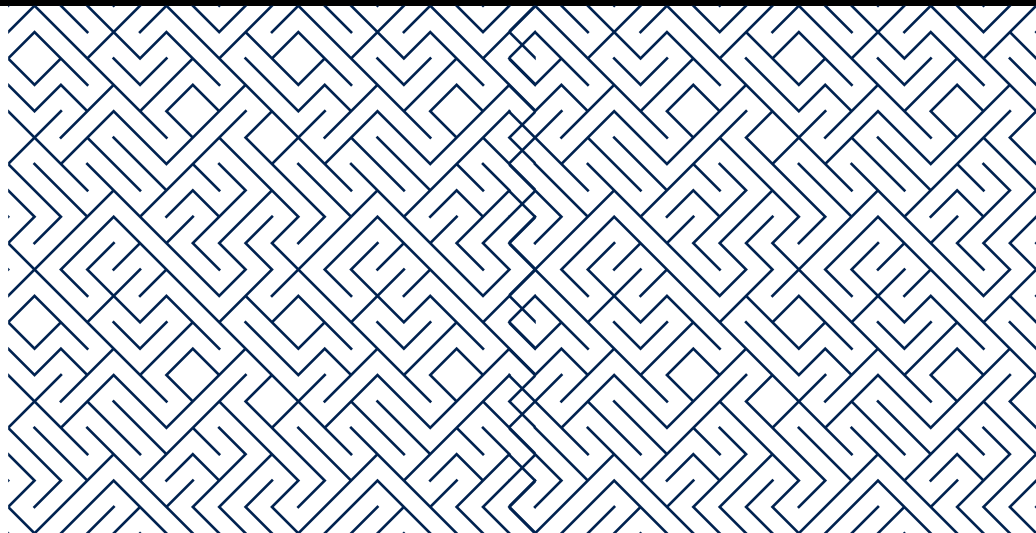
L'Afrique entre ainsi dans ce que l'on pourrait appeler **son moment stratégique**. Dans un monde marqué par la fragmentation des puissances et la compétition pour les ressources et les marchés, le continent dispose d'atouts considérables. Sa jeunesse démographique, son potentiel économique et sa position géographique lui offrent des perspectives inédites.

La question n'est donc plus de savoir si l'Afrique comptera dans le nouvel ordre mondial. Elle comptera.

La véritable question est désormais la suivante : **le continent saura-t-il transformer son potentiel en puissance durable ?**



RETROUVEZ VOTRE ÉMISSION QUI  
DONNE LA PAROLE À CELLES ET  
CEUX QUI **INNOVENT**,  
**ENTREPRENNENT** ET **IMAGINENT**  
L'AFRIQUE DE DEMAIN



Oser l'Élite ÉPISODE 04

Jules N'GUESSAN



RETROUVEZ NOS ÉMISSIONS  
QUI RÉVÈLENT LES  
CHAMPIONS AFRICAINS DE  
L'EXCELLENCE ET QUI  
PARLENT DES FAITS DE  
SOCIÉTÉ





# MAIN DANS LA MAIN : CES FEMMES QUI CHANGENT LA VIE D'AUTRES FEMMES

À travers l'Afrique et particulièrement en Côte d'Ivoire, une nouvelle génération de femmes s'engage pour accompagner, former et soutenir d'autres femmes dans leur parcours entrepreneurial et professionnel.

Qu'elles agissent dans l'investissement, la formation ou le mentorat, ces initiatives contribuent à transformer concrètement des trajectoires individuelles et, au-delà, à renforcer l'autonomisation économique féminine. Dans ce dossier spécial consacré aux droits des femmes, Mian Magazine donne la parole à deux organisations engagées : le **Women's Investment Club de Côte d'Ivoire (WIC)**, qui mobilise l'épargne et l'expertise de femmes investisseuses pour soutenir des entreprises féminines, et **COMMAN-YA**, une initiative dédiée à l'accompagnement entrepreneurial et à l'émergence d'une communauté de femmes leaders.

Deux approches complémentaires, un même objectif : créer des opportunités, renforcer les capacités et ouvrir la voie à une nouvelle génération de femmes actrices du développement.



# WOMEN'S INVESTMENT CLUB DE CÔTE D'IVOIRE (WIC) MANON KARAMOKO COULIBALY

## 1. Pouvez-vous nous présenter votre organisation ainsi que sa mission principale en faveur des femmes ?

Le Women's Investment Club de Côte d'Ivoire (WIC) est une association à but non lucratif. C'est le premier club d'investissement féminin en Côte d'Ivoire.

L'organisation réunit des femmes investisseuses engagées pour promouvoir un écosystème entrepreneurial et financier plus inclusif, afin de permettre une participation accrue des femmes à la transformation économique du pays.

Le modèle du WIC repose sur l'engagement direct de ses membres. Le club compte aujourd'hui environ 200 membres entre la Côte d'Ivoire et le Sénégal, organisés en deux entités liées par la même vision et les mêmes missions.

Les membres investissent leur propre épargne, mais apportent également leur temps, leurs compétences, leur réseau et leur expertise pour accompagner des entreprises dirigées par des femmes. L'objectif est de leur permettre d'atteindre leur plein potentiel et de développer des entreprises capables de devenir, à terme, de véritables sociétés structurées.

La mission du WIC est donc de mobiliser le capital, l'expertise et le réseau de ses membres pour structurer, financer et connecter les entreprises féminines, tout en facilitant leur accès au marché et aux opportunités économiques.

L'approche est collective et stratégique. Elle vise à permettre aux femmes de devenir des actrices à part

entière de la création de valeur et de la croissance économique en Côte d'Ivoire et plus largement en Afrique francophone.

## 2. Qu'est-ce qui a motivé la création de votre initiative ou votre engagement personnel pour la promotion des droits et du leadership féminin ?

Mon engagement trouve d'abord son origine dans mon histoire personnelle et familiale.

Je viens d'une grande famille. Ma mère a eu neuf enfants : trois filles et six garçons. Mes parents ont travaillé très dur pour que tous leurs enfants puissent faire de longues études, souvent dans des pays où eux-mêmes n'avaient jamais eu la possibilité d'étudier.

Mon père était gendarme et ma mère était infirmière, mais elle menait aussi de nombreuses activités économiques parallèles. Elle gérait plusieurs micro-entreprises informelles afin de contribuer au fonctionnement de la famille et à l'éducation des enfants.

En voyant le rôle qu'elle a joué dans notre parcours, j'ai compris que le rôle d'une femme ne se limite pas à la sphère domestique. Une femme peut contribuer pleinement à la société et au développement de sa famille.

Pour moi, le leadership des femmes ne se limite pas à diriger une entreprise. Il consiste aussi à créer de la valeur, générer des revenus, soutenir les familles et participer à l'éducation des enfants. Lorsque les femmes sont autonomes et actives économiquement, ce sont les familles et la société tout entière qui en bénéficient.

Mon engagement vient donc principalement de cette conviction : les femmes ont un rôle central dans le développement de nos sociétés, et il est essentiel de leur donner les moyens d'exprimer pleinement ce potentiel.

### 3. Selon vous, quels sont aujourd'hui les principaux défis auxquels les femmes font face en Côte d'Ivoire et en Afrique, notamment sur le plan économique et social ?

Les défis auxquels les femmes font face sont nombreux.

Le premier défi concerne l'éducation financière. Lorsque le WIC a été créé, nous avons constaté que même des femmes occupant des postes élevés — directrices ou cadres dirigeantes — n'avaient pas nécessairement une bonne connaissance des mécanismes d'investissement. Beaucoup avaient une épargne, parfois quelques placements immobiliers, mais sans réelle stratégie d'investissement.

Le deuxième défi est la mobilisation des ressources financières. Les entrepreneurs rencontrent souvent des difficultés à accéder au financement, notamment auprès des banques traditionnelles. Les institutions financières exigent des structures formalisées, des comptes clairs et une rentabilité démontrée, ce qui n'est pas toujours le cas des entreprises en phase de développement.

Le troisième défi concerne la formation et la structuration des entreprises. Beaucoup d'entrepreneures ont des idées solides, mais ne maîtrisent pas toujours les bases de la gestion d'entreprise : compréhension des marges, distinction entre chiffre d'affaires et profit, ou encore stratégies de réinvestissement.

Un autre défi important est l'accès au marché et aux partenariats économiques. Même lorsque les produits sont de qualité, les entrepreneures peuvent rencontrer des difficultés à accéder aux circuits de distribution ou aux opportunités commerciales.

Enfin, il existe également un défi psychologique et social. Dans de nombreux cas, les femmes ne bénéficient pas du soutien de leur entourage, que ce soit de la part du conjoint ou de la famille. Ce manque d'encouragement peut fragiliser les entrepreneures et les pousser à abandonner des projets pourtant prometteurs.

### 4. Quels obstacles observez-vous le plus fréquemment chez les femmes que vous accompagnez ?

Les obstacles les plus fréquents sont liés à plusieurs facteurs.

Le premier est le manque de préparation à l'investissement et au financement. Beaucoup

d'entreprises ne sont pas suffisamment structurées pour répondre aux exigences des investisseurs ou des banques.

Le deuxième obstacle concerne la formation en gestion d'entreprise. Certaines entrepreneures ont une excellente idée ou un produit de qualité, mais ne disposent pas toujours des compétences nécessaires pour gérer la croissance de leur entreprise.

Le troisième obstacle est l'accès au marché. Les entreprises féminines ont parfois du mal à intégrer les circuits de distribution ou à établir des partenariats commerciaux.

Enfin, il existe un obstacle important qui est le manque de soutien psychologique et social. Les entrepreneures peuvent se sentir isolées ou incomprises dans leur environnement, ce qui peut ralentir leur progression.

### 5. Quelles sont les principales actions ou programmes que vous mettez en œuvre pour répondre à ces défis ?

Pour répondre à ces défis, le WIC a développé plusieurs initiatives.

La première consiste à former les femmes à l'investissement et à la gouvernance économique. Nous organisons notamment des formations sur les marchés financiers, les fonds de placement ou encore l'investissement en actions et obligations.

Nous avons également mis en place la WIC Académie, qui accompagne les entrepreneures pendant plusieurs mois afin de les aider à structurer leur entreprise, améliorer leur gestion et devenir « bancables ».

Le WIC agit également à travers WIC Capital, un fonds d'investissement destiné à soutenir financièrement les entreprises dirigées par des femmes.

Chaque année, nous organisons aussi la Journée de l'investissement féminin, un forum qui met en relation les entrepreneures, les investisseurs et les partenaires économiques.

Enfin, l'accompagnement inclut aussi le mentorat et un soutien psychologique, notamment grâce à des mentors et à des psychologues qui aident les entrepreneures à surmonter les défis personnels et professionnels.

### 6. Pouvez-vous partager un exemple concret ou une réussite illustrant l'impact de votre organisation sur la vie d'une ou plusieurs femmes ?

Nous avons plusieurs exemples de réussite. Par exemple, Yolenti's, une entreprise fondée par Agathe DONH N'DRI, produit des soins capillaires naturels pour cheveux afro. Aujourd'hui,





ses produits sont vendus dans les supermarchés Auchan. Lorsqu'elle a reçu sa première grosse commande, elle craignait de ne pas pouvoir produire les quantités nécessaires. Les membres du WIC se sont mobilisés pour l'aider à honorer cette commande.

Un autre exemple est Nayou, une marque spécialisée dans les produits pour femmes enceintes et bébés, fabriqués à partir de matériaux naturels. L'entreprise a connu une forte croissance et dispose aujourd'hui d'un espace d'exposition à la Riviera.

Nous pouvons aussi citer Kounady Volaille, une entreprise d'élevage de dindes fondée par deux sœurs jumelles. Grâce à l'accompagnement du WIC, elles ont pu obtenir des financements,

agrandir leur capacité de production et structurer leur activité.

Aujourd'hui, sur les 71 entrepreneures accompagnées par la WIC Académie, environ 90 % ont franchi une nouvelle étape dans le développement de leur entreprise.

## **7. Quels changements observez-vous chez les bénéficiaires après votre accompagnement ?**

Le changement le plus visible est l'évolution de leurs entreprises.

Certaines entrepreneures réussissent à accéder aux supermarchés, d'autres à exporter leurs produits ou à remporter des prix et distinctions.



On observe aussi une amélioration significative de la qualité des produits et de la structuration des entreprises. Beaucoup passent d'activités informelles à des entreprises pleinement formalisées.

Enfin, les entrepreneures gagnent en confiance, en visibilité et en crédibilité, ce qui leur permet d'accéder à de nouvelles opportunités économiques.

### 8. Quelle place occupe l'autonomisation économique dans la promotion durable des droits des femmes ?

L'autonomisation économique est un pilier fondamental.

Lorsqu'une femme est économiquement autonome, elle peut contribuer à l'éducation des enfants, à la santé de la famille et au développement de la communauté.

Les femmes qui génèrent des revenus deviennent aussi des modèles pour les générations futures, ce qui contribue à transformer les mentalités et à renforcer la place des femmes dans la société.

### 9. Pensez-vous que le leadership féminin évolue positivement en Afrique aujourd'hui ? Pourquoi ?

Je préfère parler de leadership tout court, car on ne parle jamais de leadership masculin.

Aujourd'hui, de plus en plus de femmes occupent des postes de direction, lancent des entreprises ou dirigent des fonds d'investissement. Elles sont présentes dans tous les secteurs d'activité.

Les femmes leaders sont également plus visibles qu'auparavant, notamment grâce aux réseaux professionnels et aux initiatives qui valorisent leurs parcours.

Nous constatons donc une évolution positive, même si des progrès restent à faire pour atteindre une véritable égalité des chances.

### 10. Quel rôle doivent jouer selon vous les entreprises, les médias et les institutions publiques dans la promotion de l'égalité des chances ?

Les médias ont un rôle important à jouer en mettant davantage en lumière les femmes qui réussissent.

La représentation visuelle est essentielle. Lorsque les jeunes filles voient uniquement des hommes dans certains secteurs, elles peuvent penser que ces métiers ne leur sont pas accessibles.

Les entreprises ont également un rôle clé en favorisant la diversité dans leurs équipes et dans leurs instances dirigeantes. Quant aux institutions publiques, elles peuvent soutenir cette dynamique en mettant en place des politiques et des programmes favorisant l'inclusion économique des femmes.

### 11. Quels sont les projets ou ambitions majeurs de votre organisation pour les prochaines années ?

Le premier objectif est de consolider les bases du WIC et de renforcer son organisation.

Nous souhaitons également recruter davantage de membres afin de

mobiliser plus d'épargne et investir dans davantage d'entreprises féminines.

Nous voulons aussi étendre nos activités, notamment en accompagnant des entrepreneures dès les premières étapes de leurs projets.

À plus long terme, nous aimerions également soutenir davantage les coopératives agricoles et les femmes actives dans l'agro-transformation, car la transformation locale des matières premières représente un enjeu majeur pour l'économie ivoirienne.

### 12. Quel message souhaiteriez-vous adresser aux jeunes filles et aux femmes africaines qui aspirent à entreprendre, diriger ou s'engager dans la société ?

J'aime souvent rappeler cette phrase de **Nelson Mandela** :

« Cela semble toujours impossible jusqu'à ce que ce soit fait. »

Pour celles qui souhaitent entreprendre ou s'engager, il faut commencer un jour, se former et croire en son projet.

Personne ne réussit seul. Il faut accepter de se faire accompagner, apprendre de ses erreurs et continuer à avancer.

L'échec n'est pas une fin, mais le début d'une nouvelle histoire.

Aujourd'hui, il existe de nombreux programmes pour soutenir les femmes entrepreneures. L'information est disponible, il faut aller la chercher, se former et s'engager pleinement.

Et un jour, si Dieu le veut, le succès arrivera.



## **PORTRAIT DE FEMME ACCOMPAGNÉE PAR LE WIC MME TAGRO ÉPSE KOUADIO MARIE VICTOIRE**

### **DALOA Services de conseil en environnement Initiative pour la durabilité**

#### **Témoignage**

La participation à la WIC Académie a été une expérience très enrichissante pour moi à plusieurs niveaux :

- Renforcement du leadership féminin : La formation m'a permis de consolider mes compétences en leadership, en prise de décision stratégique et en gestion d'initiatives à impact.
- Autonomisation et confiance entrepreneuriale : Les modules et les échanges avec les autres participantes ont renforcé ma confiance dans le développement de mes projets entrepreneuriaux et sociaux.
- Reconnaissance entrepreneuriale : J'ai eu l'honneur de remporter le 1er Prix du Pitch de la WIC Académie – Meilleure entreprise féminine. Cette distinction a été un véritable levier de motivation et de visibilité pour mes initiatives.
- Soutien au développement d'une innovation agricole : Le prix remporté a contribué au lancement de l'application web mobile AGRITERRE+, une solution technologique visant à aider les producteurs de cacao, café et anacarde à détecter les ravageurs et maladies des plantations, analyser les seuils d'infestation et proposer des mesures de gestion adaptées pour améliorer la productivité et la durabilité des exploitations agricoles.
- Accès à un réseau de femmes leaders : La WIC Académie m'a permis d'intégrer une communauté dynamique de femmes engagées, favorisant le partage d'expériences, les collaborations et les opportunités de croissance.

Cette expérience a renforcé ma conviction que le leadership féminin et l'innovation peuvent jouer un rôle déterminant dans la transformation durable de nos économies et de nos communautés.







# COMMAN-YA PERVENCHE ALIMAN

## 1. Pouvez-vous nous présenter votre organisation ainsi que sa mission principale en faveur des femmes ?

COMMAN-YA accompagne les femmes à transformer leurs idées, leurs talents ou leurs activités en entreprises durables.

Notre mission est simple : **aider les femmes à devenir pleinement actrices de leur propre développement.**

Pour cela, nous agissons sur trois leviers essentiels : le renforcement des compétences entrepreneuriales, l'accès aux opportunités économiques et la création d'une communauté de femmes qui avancent ensemble, se soutiennent et grandissent collectivement.

## 2. Qu'est-ce qui a motivé la création de votre initiative ou votre engagement personnel pour la promotion du leadership féminin ?

Au fil de mon parcours, j'ai rencontré beaucoup de femmes talentueuses qui avaient des idées, de l'énergie et de la détermination, mais qui manquaient souvent d'accès aux réseaux, aux ressources ou simplement d'un environnement qui leur donne confiance.

Je me suis dit qu'on ne pouvait pas continuer à attendre que les choses changent toutes seules.

Alors j'ai décidé d'agir concrètement, en créant un espace où les femmes peuvent apprendre, se structurer, oser entreprendre et **surtout prendre pleinement leur place dans l'économie et dans la société.**

## 3. Selon vous, quels sont aujourd'hui les principaux défis auxquels les femmes font face en Côte d'Ivoire et en Afrique ?

Le premier défi reste l'accès aux ressources : le financement, l'information et les réseaux économiques.

Ensuite, il existe encore des freins culturels qui peuvent limiter l'ambition des femmes ou leur capacité à se projeter comme leaders.

Mais il y a aussi un défi plus intérieur : beaucoup de femmes doutent encore de leur propre valeur. Or, lorsqu'une femme commence à croire en ses capacités et qu'elle bénéficie d'un environnement favorable, son potentiel peut se déployer très rapidement.

## 4. Quels obstacles observez-vous le plus fréquemment chez les femmes que vous accompagnez ?

Très souvent, ce n'est pas le talent qui manque, ni même la passion. Les obstacles que nous observons le plus sont : le manque de confiance, l'isolement, et parfois l'absence de modèles auxquels s'identifier.

C'est pour cela que l'accompagnement et la communauté sont essentiels. Lorsqu'une femme se sent soutenue et entourée, elle ose beaucoup plus et les résultats suivent naturellement.

## 5. Quelles sont les principales actions ou programmes que vous mettez en œuvre pour répondre à ces défis ?

Nous menons plusieurs types d'actions. Nous proposons des programmes d'accompagnement entrepreneurial, des formations pour aider les femmes à structurer leurs projets et à développer leurs entreprises, mais aussi des rencontres et des événements qui favorisent les connexions et les opportunités.

Nous travaillons également à donner davantage de visibilité aux femmes entrepreneures afin que leurs parcours puissent inspirer d'autres femmes.

Notre objectif est toujours le même : **créer des opportunités concrètes et durables.**

**6. Pouvez-vous partager un exemple concret illustrant l'impact de votre organisation ?**

Je pense à une entrepreneure qui est arrivée chez nous avec une simple idée d'activité. Elle avait du savoir-faire dans son domaine, mais manquait de structure, de confiance et de ressources financières.

Grâce à l'accompagnement, elle a pu formaliser son activité, développer son réseau et structurer son modèle économique. Aujourd'hui, son entreprise emploie une dizaine de personnes et ses activités se déploient dans deux villes différentes.

Ce type de parcours nous rappelle que lorsqu'une femme est accompagnée et soutenue, elle peut créer de la valeur non seulement pour elle-même, mais aussi pour toute sa communauté.

**7. Quels changements observez-vous chez les bénéficiaires après votre accompagnement ?**

Le premier changement est souvent invisible, mais très puissant : la posture. Les femmes prennent davantage confiance en elles. Elles parlent avec plus d'assurance, prennent des décisions avec plus de clarté et se projettent plus loin.

Ensuite viennent les résultats économiques : des entreprises qui se développent, des emplois qui se

créent et des femmes qui deviennent à leur tour des sources d'inspiration pour d'autres.

**8. Quelle place occupe l'autonomisation économique dans la promotion durable des droits des femmes ?**

Elle est absolument centrale. Quand une femme est économiquement autonome, elle gagne en liberté de décision, en dignité et en influence dans sa famille et dans la société.

L'autonomisation économique ne concerne pas seulement l'argent. C'est avant tout la capacité pour une femme de choisir sa vie et de construire son avenir.

**9. Pensez-vous que le leadership féminin évolue positivement en Afrique aujourd'hui ?**

Oui, il évolue et de manière très visible. On observe aujourd'hui beaucoup plus de femmes qui entreprennent, qui dirigent des organisations, qui prennent la parole dans les espaces économiques, politiques ou médiatiques.

Une génération de femmes africaines refuse désormais de rester en marge des décisions et construit ses propres espaces d'influence.



Bien sûr, cette évolution reste encore fragile. Les femmes leaders doivent souvent faire leurs preuves davantage et ont parfois moins accès aux ressources stratégiques comme le financement ou les réseaux d'affaires.

Mais le mouvement est lancé. De plus en plus de femmes entreprennent, dirigent et prennent la parole. Et ce mouvement inspire déjà les générations suivantes.

Le véritable tournant viendra lorsque le leadership féminin ne sera plus perçu comme une exception, mais simplement comme une composante naturelle du leadership en Afrique.

#### **10. Quel rôle doivent jouer les entreprises, les médias et les institutions publiques ?**

La promotion de l'égalité des chances ne peut pas reposer uniquement sur les femmes elles-mêmes. C'est une transformation collective.

Les entreprises peuvent ouvrir davantage d'opportunités économiques aux femmes : accès aux marchés, financement, programmes d'accompagnement et reconnaissance des talents féminins.

Les médias ont aussi un rôle important car ils contribuent à façonner les imaginaires.

Mettre en lumière des femmes entrepreneures, dirigeantes ou innovatrices permet de créer des modèles auxquels d'autres femmes peuvent s'identifier.

Enfin, les institutions publiques doivent créer un environnement favorable :

faciliter l'accès des femmes au financement, à la formation, aux marchés publics et aux réseaux économiques. Quand ces acteurs avancent dans la même direction, l'égalité des chances cesse d'être un idéal et devient une réalité.

#### **11. Quels sont les projets ou ambitions majeurs de votre organisation ?**

Nous voulons amplifier notre impact dans les prochaines années en accompagnant davantage de femmes entrepreneures et en développant des programmes structurants.

Nous souhaitons aussi encourager davantage de collaborations entre entrepreneures africaines afin qu'elles puissent créer ensemble des opportunités économiques sur le continent.

Notre conviction est simple : l'Afrique possède déjà les talents, les ressources et les marchés nécessaires. Les femmes africaines peuvent devenir des partenaires, des clientes et des opportunités les unes pour les autres.

#### **12. Quel message souhaitez-vous adresser aux jeunes filles africaines ?**

Je voudrais leur dire une chose très simple : ne laissez personne définir la taille de vos rêves.

L'Afrique a besoin de femmes qui osent entreprendre, créer et diriger. Croyez en votre valeur, entourez-vous des bonnes personnes et avancez, même si le chemin n'est pas toujours facile. Chaque femme qui ose ouvre la voie pour d'autres.



# QUELQUES PROJETS SOUTENUS PAR COMMAN-YA







# Libula

## Culture et identité



## A LA DÉCOUVERTE DE GRAND-BASSAM



Quelques kilomètres seulement séparent Abidjan de Grand-Bassam, mais ce court trajet conduit le visiteur dans un univers à part. Ancienne capitale coloniale de la Côte d'Ivoire, la ville conserve une atmosphère unique où se mêlent héritage historique, traditions vivantes, créativité artistique et douceur balnéaire. Classée au patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 2012, Grand-Bassam est aujourd'hui l'une des destinations culturelles et touristiques les plus emblématiques du pays. Ce dossier propose d'explorer les

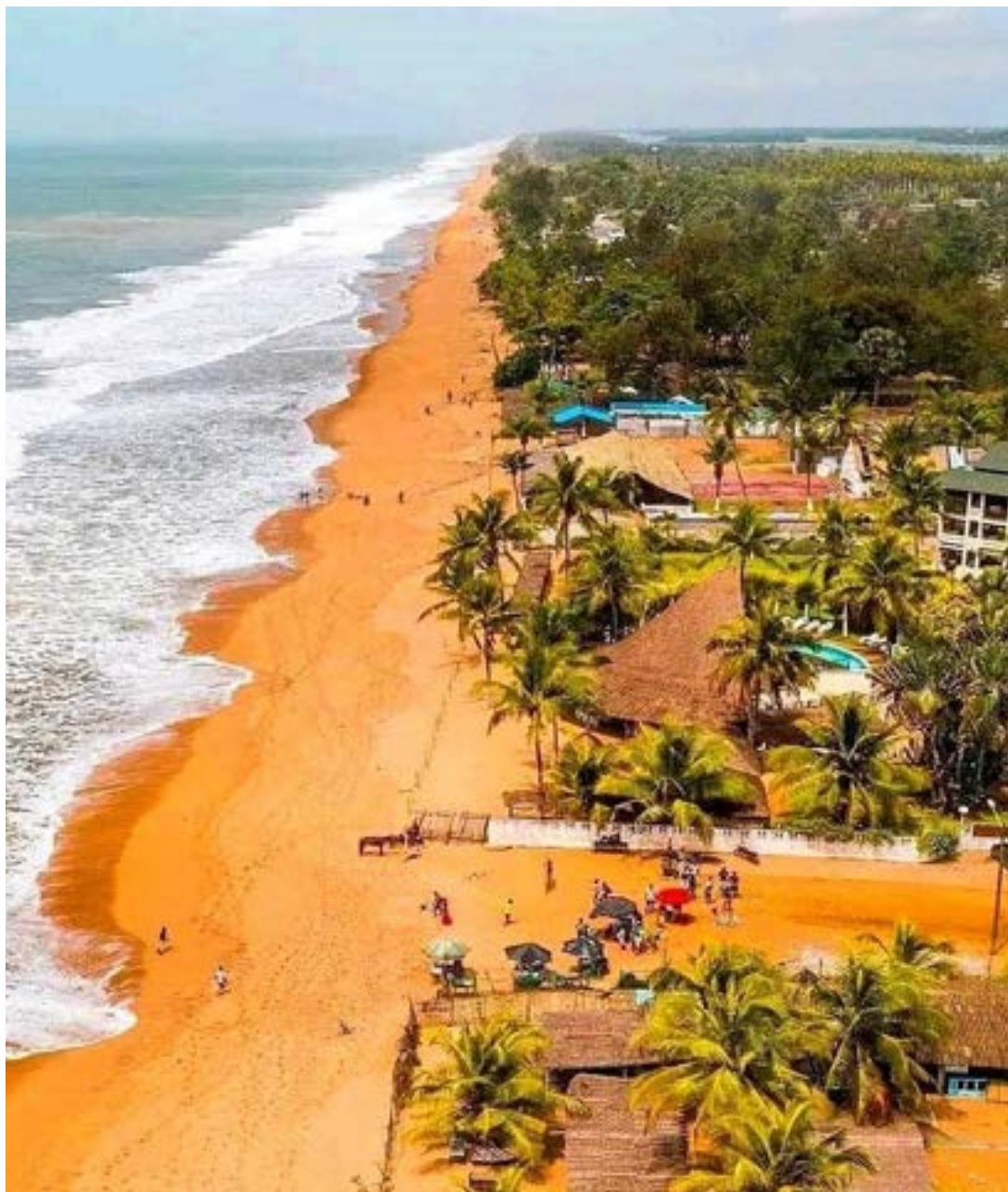
multiples visages de cette cité singulière, entre mémoire, identité et art de vivre.

### 1. Grand-Bassam, l'âme historique de la Côte d'Ivoire

Située à environ **40 kilomètres à l'est d'Abidjan**, Grand-Bassam occupe une place centrale dans l'histoire de la Côte d'Ivoire. Avec une population estimée à plus de **120 000 habitants**, la ville est aujourd'hui une commune dynamique de la région du Sud-Comoé. Mais son importance dépasse largement son poids démographique

: Grand-Bassam est avant tout **le berceau de l'histoire politique et administrative du pays moderne**. L'histoire coloniale de la ville débute au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle.

En **1842**, un traité est signé entre les autorités françaises et des chefs locaux, ouvrant la voie à l'installation française sur ce territoire stratégique situé à l'embouchure du fleuve Comoé. La construction du **fort Nemours en 1843** marque le début d'une présence durable destinée à sécuriser les échanges commerciaux entre la côte et l'intérieur du territoire.



Grâce à sa position géographique privilégiée entre **lagune, fleuve et océan**, Grand-Bassam devient rapidement un important comptoir commercial. Les négociants européens y développent le commerce de produits tropicaux tels que l'huile de palme, le caoutchouc et l'ivoire.

La ville s'impose progressivement comme le **principal centre économique et administratif de la colonie naissante**.

En **1893**, la France fait officiellement de Grand-Bassam la première capitale de la colonie de Côte d'Ivoire. L'administration coloniale

y installe ses services, tandis que le quartier européen se développe autour de bâtiments administratifs, de maisons à galeries et d'infrastructures portuaires. L'urbanisme de la ville reflète alors les principes coloniaux de l'époque, avec une séparation entre les quartiers européens et les villages africains environnants.

Mais cette prospérité est de courte durée. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, une **épidémie de fièvre jaune** frappe durement la ville et pousse l'administration à transférer la capitale à **Bingerville en 1900**. Malgré ce déclin administratif, Grand-Bassam conserve une place importante dans

l'économie régionale jusqu'à l'essor d'Abidjan au XIX<sup>e</sup> siècle.

Aujourd'hui, le quartier France, avec ses bâtiments coloniaux et ses anciennes maisons à balcons, témoigne encore de cette période fondatrice.

Cette valeur historique exceptionnelle a conduit à l'inscription de la **ville historique de Grand-Bassam au patrimoine mondial de l'UNESCO en 2012**, consacrant son rôle majeur dans l'histoire urbaine et politique de la Côte d'Ivoire.

# CHRONOLOGIE DE GRAND-BASSAM



Signature d'un traité entre les autorités françaises et des chefs locaux

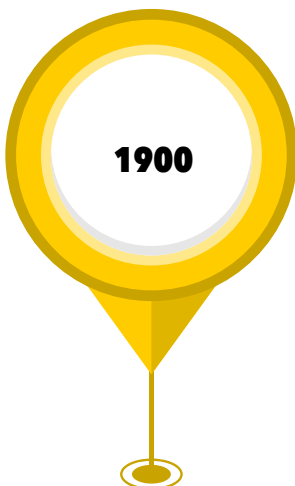


Construction du fort Nemours



Grand-Bassam devient la première capitale de la colonie de Côte d'Ivoire

Transfert de la capitale à Bingerville



Inscription de la ville historique au patrimoine mondial de l'UNESCO





### LE SAVIEZ-VOUS ?

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les épidémies de fièvre jaune et de paludisme étaient si meurtrières que les colons européens surnommaient parfois la côte ivoirienne « la tombe de l'homme blanc ». Ces conditions sanitaires difficiles ont largement contribué au transfert de la capitale de Grand-Bassam vers Bingerville en 1900



## 2. Le Musée national du costume : gardien des traditions ivoiriennes

Au cœur du quartier historique de Grand-Bassam se trouve l'un des lieux culturels les plus emblématiques de Côte d'Ivoire : le Musée national du costume. Installé dans un ancien bâtiment colonial datant de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, ce musée constitue aujourd'hui un véritable centre de préservation et de valorisation des patrimoines vestimentaires du pays.

Créé en 1981, le musée a pour mission de conserver, documenter et exposer les costumes traditionnels des différentes communautés ivoiriennes. La Côte d'Ivoire compte en effet plus de 60 groupes ethniques, chacun possédant ses propres codes vestimentaires, souvent liés à l'identité sociale,

aux rites ou aux événements majeurs de la vie collective.

Les collections du musée rassemblent plusieurs centaines de pièces, comprenant des vêtements traditionnels, des parures, des bijoux, des coiffes et des accessoires cérémoniels. On y découvre notamment les pagnes tissés, les tenues de chefs traditionnels, les costumes de danse rituelle ou encore les habits portés lors de mariages, d'initiations ou de funérailles.

Au-delà de leur dimension esthétique, ces vêtements traduisent des symboliques culturelles profondes. Dans de nombreuses sociétés ivoiriennes, le costume est un marqueur d'identité, de statut social ou d'appartenance à une communauté. Les couleurs, les motifs et les matières peuvent

ainsi exprimer le rang d'un chef, l'âge d'une personne ou encore le caractère sacré d'une cérémonie.

Le musée joue également un rôle essentiel dans la transmission de ce patrimoine aux jeunes générations. Des expositions pédagogiques, des visites scolaires et des activités culturelles y sont régulièrement organisées afin de sensibiliser le public à la richesse et à la diversité des cultures ivoiriennes.

Situé dans la ville historique classée au patrimoine mondial de l'UNESCO, le Musée national du costume s'inscrit pleinement dans l'identité culturelle de Grand-Bassam. Il constitue aujourd'hui l'un des sites touristiques les plus visités de la ville, attirant chaque année des milliers de visiteurs ivoiriens et étrangers.

À travers ses collections et son travail de conservation, ce musée rappelle que le vêtement n'est pas seulement un objet du quotidien : il est aussi un témoignage vivant de l'histoire, des traditions et de l'identité des peuples de Côte d'Ivoire.

### 3. Cultures et traditions : l'Abissa, le peuple N'zima et la cour royale de Moossou

Au-delà de son héritage colonial, Grand-Bassam est avant tout une terre de traditions vivantes. La ville est historiquement associée au peuple N'zima, une communauté appartenant au groupe culturel Akan et installée depuis plusieurs siècles sur la côte orientale de la Côte d'Ivoire et dans l'ouest du Ghana. Aujourd'hui encore, plusieurs villages N'zima structurent l'espace urbain de Grand-Bassam, notamment Moossou, l'un des plus anciens établissements de la zone.

La société N'zima est organisée autour d'institutions traditionnelles fortes, parmi lesquelles figure la cour royale de Moossou, qui joue un rôle important dans la préservation des coutumes et de l'autorité traditionnelle. Comme dans de nombreuses sociétés Akan, l'organisation sociale repose en partie sur des lignages matrilineaires et sur un système de chefferie qui conserve une influence culturelle et symbolique significative dans la vie communautaire.

L'expression la plus spectaculaire de cette identité culturelle est sans doute l'Abissa, une fête traditionnelle majeure célébrée chaque année à Grand-Bassam. Généralement organisée entre octobre et novembre, cette fête marque le nouvel an traditionnel du peuple N'zima. Pendant plusieurs jours, la ville se transforme en un vaste espace de célébration où se mêlent danses, chants, processions et

cérémonies rituelles.

L'Abissa possède une dimension à la fois festive et sociale. Historiquement, cette période constitue un moment de libre parole collective, durant lequel les membres de la communauté peuvent exprimer critiques, tensions ou revendications envers les autorités traditionnelles ou les notables. Cette pratique, qui favorise la régulation sociale et la cohésion communautaire, est l'une des particularités les plus remarquables de la fête.

Aujourd'hui, l'Abissa est également devenu un événement culturel et touristique majeur. Chaque année, il attire plusieurs milliers de visiteurs venus de toute la Côte d'Ivoire et de l'étranger, contribuant à la vitalité culturelle et économique de Grand-Bassam.

Entre la tradition royale de Moossou, l'identité du peuple N'zima et les célébrations de l'Abissa, Grand-Bassam apparaît ainsi comme un lieu où l'histoire et la culture locale continuent de façonner la vie contemporaine, bien au-delà du patrimoine architectural qui a fait la renommée internationale de la ville.



### LE SAVIEZ-VOUS ?

Le Musée national du costume est installé dans l'ancienne résidence du gouverneur colonial de Grand-Bassam. Ce bâtiment historique, construit à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, fait aujourd'hui partie des édifices emblématiques du quartier France, inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO.





#### 4. Bassam, capitale artistique et artisanale

Au-delà de son patrimoine historique, Grand-Bassam est aujourd'hui l'un des principaux pôles artistiques et artisanaux de Côte d'Ivoire. La ville attire depuis plusieurs décennies des artisans, des peintres et des sculpteurs qui y trouvent un environnement propice à la création, entre lagune, océan et architecture coloniale.

L'un des lieux les plus emblématiques de cette activité est le **village artisanal de Grand-Bassam**, où travaillent de nombreux artisans spécialisés dans la sculpture sur bois, la fabrication de masques, la bijouterie traditionnelle, le tissage ou encore la confection d'objets décoratifs. Les visiteurs peuvent y observer

les artisans à l'œuvre et découvrir des savoir-faire transmis de génération en génération.

Ces productions s'inspirent souvent des traditions culturelles ivoiriennes. Les sculptures évoquent par exemple les formes et symboles des cultures **akan ou sénoufo**, tandis que certains objets sont conçus pour le marché touristique ou pour la décoration contemporaine. Cette combinaison entre héritage traditionnel et création moderne contribue à la vitalité artistique de la ville.

Grand-Bassam accueille également plusieurs **galeries d'art et ateliers d'artistes**, installés notamment dans le quartier historique. Depuis les années 1970, la ville est devenue un lieu de résidence pour de nombreux artistes ivoiriens, attirés par son

atmosphère et son patrimoine architectural.

Cette présence artistique renforce l'attractivité culturelle de la ville et complète son image de destination touristique. À côté des plages et du patrimoine colonial, l'art et l'artisanat participent ainsi à faire de Grand-Bassam **un espace vivant de création et de transmission culturelle**.

#### 5. Entre lagune et océan : les plages de Grand-Bassam

Située entre la **lagune Ébrié, le fleuve Comoé et l'océan Atlantique**, Grand-Bassam bénéficie d'une géographie exceptionnelle qui contribue largement à son attractivité touristique. À seulement une quarantaine de kilomètres d'Abidjan, la ville est devenue au fil des années l'une



**sortie idéale pour une excursion d'une journée**, combinant détente, gastronomie et découverte culturelle.

Le littoral de la ville s'est progressivement développé autour d'une offre touristique diversifiée. On y trouve des **restaurants, maquis, hôtels, maisons d'hôtes et complexes touristiques**, qui contribuent à l'économie locale. Le tourisme constitue aujourd'hui une activité importante pour la commune, aux côtés de la pêche, du commerce et de l'artisanat.

Au-delà des plages, la présence de la lagune et du fleuve Comoé offre également des paysages singuliers. Les promenades en pirogue, la pêche lagunaire ou les balades le long des rives font partie des expériences proposées aux visiteurs.

L'inscription de la ville historique de Grand-Bassam au patrimoine mondial de l'UNESCO en 2012 a par ailleurs renforcé la visibilité internationale de la destination. Cette reconnaissance a contribué à attirer un nombre croissant de touristes intéressés par la combinaison unique entre patrimoine historique et environnement naturel.

**des destinations balnéaires les plus fréquentées du pays.**

Les plages de Grand-Bassam s'étendent sur plusieurs kilomètres le long de l'Atlantique. Bordées de cocotiers et de restaurants de bord de mer, elles attirent chaque week-end de nombreux visiteurs venus de la capitale économique.

Pour beaucoup d'Abidjanais, Bassam représente **la**

Aujourd'hui, Grand-Bassam apparaît comme l'une des principales portes d'entrée du tourisme culturel et balnéaire en Côte d'Ivoire, offrant à la fois la mémoire d'une ancienne capitale coloniale et le charme d'une station balnéaire accessible.





## 6. Une journée idéale à Grand-Bassam

### 08h30 – Départ d'Abidjan

Grand-Bassam se situe à environ 40 km d'Abidjan, soit 45 minutes à 1 heure de route selon le trafic. La ville est accessible par l'autoroute internationale Abidjan-Noé, l'un des axes les plus fréquentés du sud-est ivoirien.

### 09h30 – Découverte du quartier historique

Commencez la journée dans le quartier France, cœur historique de l'ancienne capitale coloniale.

À voir :

- anciennes maisons coloniales à balcons
- bâtiments administratifs du XIX<sup>e</sup> siècle
- rues bordées d'arbres donnant sur la lagune

Ce quartier fait partie du **site classé au patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 2012**.

### 10h30 – Visite du Musée national du costume

Situé dans l'ancienne résidence du gouverneur colonial, ce musée présente les costumes traditionnels des différentes cultures ivoiriennes.

À découvrir :

- vêtements cérémoniels
- parures et coiffes traditionnelles
- symbolique des textiles ivoiriens

### 12h30 – Déjeuner face à l'océan

Direction les restaurants de bord de mer.

Spécialités souvent proposées :

- poisson braisé
- attiéké et fruits de mer
- langoustes ou crevettes grillées

Les plages de Bassam comptent plusieurs dizaines de restaurants et maquis, très fréquentés le week-end par les Abidjanais.

### 14h30 – Promenade au village artisanal

Découverte du village artisanal de Grand-Bassam, où travaillent des sculpteurs, bijoutiers, tisserands et artisans.

À observer :

- sculpture sur bois
- fabrication de masques
- objets décoratifs et souvenirs

### 16h00 – Balade sur la plage

Moment de détente sur les longues plages bordées de cocotiers.

Activités possibles :

- promenade sur le littoral
- baignade (avec prudence en raison des courants)
- photos au coucher du soleil

### 17h30 – Retour vers Abidjan





### LE SAVIEZ-VOUS ?

Grand-Bassam est l'une des destinations touristiques les plus fréquentées de Côte d'Ivoire, notamment lors des week-ends, des fêtes et pendant la célébration de l'Abissa, qui attire chaque année plusieurs milliers de visiteurs



# CULTURE & CAPITAL

## REVENU DÉCENT DES ACTEURS CULTURELS : UN PROBLÈME DE MODÈLE ÉCONOMIQUE, PAS DE TALENT



Il aura suffi d'une vidéo de quelques secondes pour déclencher une vague de solidarité nationale. On y voit l'acteur ivoirien **Fortuné Akakpo** marcher dans une rue d'Abidjan. L'image circule, émeut, interpelle. Une cagnotte est lancée. Les contributions affluent.

Ce qui aurait pu rester un simple élan de générosité a ouvert un débat plus profond : que révèle cette mobilisation sur l'économie réelle de notre industrie culturelle ?

### L'illusion persistante : notoriété = stabilité

Dans l'imaginaire collectif, visibilité médiatique et confort matériel vont de pair. Un acteur connu est supposé vivre correctement de son art.

Cette équation repose sur une confusion entre reconnaissance symbolique et sécurité économique. En Côte d'Ivoire, la production audiovisuelle est dynamique, mais la structuration économique demeure fragile. Les rémunérations sont majoritairement forfaitaires, les contrats ponctuels, les mécanismes de protection limités.

La notoriété peut exister sans continuité de revenu. C'est le premier décalage.

### Une fragilité qui commence dès la production

La précarité ne naît pas uniquement d'un défaut de redistribution. Elle commence sou-

vent au moment du financement. Les budgets restent contraints. L'accès au capital est limité. Beaucoup de productions sont pensées pour être réalisées, non pour être amorties sur la durée. Dans ce contexte, la rémunération artistique devient une variable d'ajustement. Une industrie sous-financée en amont aura mécaniquement des difficultés à générer des revenus solides en aval.

### **Le véritable nœud : une chaîne de valeur insuffisamment captée**

Le problème central n'est pas l'absence de talent ni d'audience. Il est économique : la valeur créée ne se transforme pas pleinement en revenus structurés. Dans une industrie mature, l'œuvre génère plusieurs cycles de monétisation : exploitation locale, distribution internationale, plateformes numériques, rediffusions, ventes secondaires. Chaque étape produit des flux identifiables, traçables, redistribuables.

À l'échelle mondiale, les industries culturelles et créatives représentent environ 2 300 milliards de dollars de revenus annuels et près de 3,1 % du PIB mondial. Les exportations de services créatifs ont atteint 1 400 milliards de dollars en 2022 selon l'UNCTAD. Cela signifie

qu'ailleurs, la culture fonctionne comme une économie organisée de flux successifs.

Lorsque la chaîne est bien structurée, la création devient un actif exploitable dans le temps. Lorsque la chaîne est incomplète, la valeur se dilue.

### **La conséquence directe : l'absence de continuité de revenu**

Cette faiblesse structurelle se traduit concrètement par un modèle dominé par le paiement ponctuel. L'acteur est rémunéré pour le tournage. Ensuite, le flux s'interrompt, même si l'œuvre continue à circuler. Il n'y a pas de mécanisme solide permettant de lisser les revenus dans le temps.

La carrière devient une succession de pics et de creux. La visibilité publique peut persister, mais sans base économique stable.

Un revenu décent ne signifie pas richesse. Il signifie soutenabilité : des cachets cohérents et des mécanismes qui prolongent la rémunération au-delà du tournage initial. C'est précisément ce que permet une chaîne de valeur bien captée.



### **La solidarité numérique : réponse ponctuelle, fragilité structurelle**

La mobilisation récente témoigne d'un attachement réel du public à ses artistes. Elle montre aussi la capacité des réseaux sociaux à organiser rapidement l'aide. Mais une cagnotte ne constitue pas un modèle économique. Elle corrige une situation immédiate sans modifier les règles du système. Lorsque l'émotion devient un mécanisme de régulation, cela révèle généralement une absence d'institutions suffisamment structurées.

### **L'effet de structuration : l'exemple nigérian**

Le Nigeria offre un contraste intéressant. L'industrie nigériane des médias et du divertissement – incluant Nollywood et la musique – a contribué environ 1,97 trillion de nairas (environ 1,4 milliard de dollars) au PIB en 2023. Nollywood produit près de 2 500 films par an. Ce qui compte ici, ce n'est pas la comparaison brute, mais la logique industrielle. Plus la production, la distribution et l'exportation sont pensées comme un système intégré, plus la masse économique générée augmente. Et plus cette masse est importante, plus la capacité de rémunération progresse.

L'échelle et la structuration changent la nature du secteur.

### L'adaptation individuelle : l'acteur multi-revenus

Face à cette instabilité, de nombreux profils adoptent une stratégie rationnelle : diversification. Acteurs, mais aussi mannequins, animateurs, chroniqueurs, créateurs de contenu, parfois entrepreneurs. La notoriété est convertie en partenariats, événements, image de marque. Cette hybridation crée une forme d'écosystème individuel. Elle renforce l'autonomie économique. Mais elle révèle aussi une réalité : lorsque la filière ne sécurise pas les carrières, les individus construisent leur propre système de sécurisation.

### Deux chantiers indissociables

Assurer un revenu soutenable suppose d'agir simultanément sur deux dimensions. D'abord, renforcer la production : accès au financement, modèles d'investissement plus ambitieux, professionnalisation budgétaire.

Ensuite, structurer la monétisation : formalisation contractuelle, traçabilité des recettes, organisation des droits et développement des circuits d'exportation. Sans ces deux leviers, la valeur continuera d'être partiellement captée ou insuffisamment redistribuée.

### Sortir du cas individuel pour penser le système

L'émotion est légitime. Elle traduit un lien fort entre le public et ses figures culturelles.

Mais la question n'est pas celle d'un parcours individuel. Elle est celle d'un écosystème en construction. Tant que la culture ne sera pas organisée comme une industrie pleinement structurée – capable de produire, monétiser et redistribuer de manière continue – les fragilités réapparaîtront.

La solidarité peut répondre à l'urgence. Seule l'architecture économique peut sécuriser durablement une profession.



PARCE QUE LE SPORT EN AFRIQUE  
ÉVOLUE...

QUE SES RÉCITS, SES ACTEURS, SES  
ENJEUX CHANGENT D'ÉCHELLE.

Mian *Sports*

COMING  
SOON

# QUELQUES ÉVÈNEMENTS CULTURELS AFRICAINS À VENIR (MARS - AVRIL 2026)

## ARTS VIVANTS & SPECTACLE



**MASA - Marché des Arts du Spectacle Africain** | 11 - 18 avril 2026 | Abidjan, Côte d'Ivoire

Plus grand marché des arts vivants du continent, le MASA rassemble plus de 120 groupes artistiques venus d'Afrique et d'ailleurs. Théâtre, danse, musique et humour s'y croisent dans une dynamique professionnelle et internationale. Un carrefour stratégique pour la circulation des talents africains.



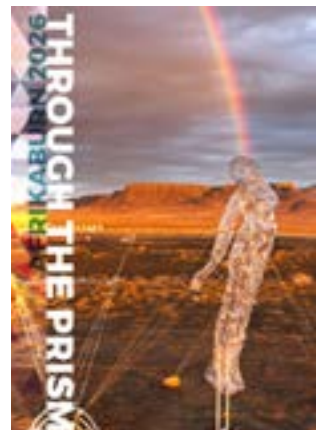
**Festival International des Arts de Dakar** | 15 - 30 mars 2026 | Dakar, Sénégal

La 15<sup>e</sup> édition de ce festival majeur réunira des artistes de plus de 30 pays africains. L'événement célèbre la diversité culturelle du continent à travers performances, expositions et rencontres artistiques. Dakar s'impose une nouvelle fois comme capitale culturelle panafricaine.



**Clarens Arts Festival** | 24 - 27 avril 2026 | Clarens, Afrique du Sud

Festival pluridisciplinaire mêlant arts visuels, musique et ateliers créatifs dans un cadre naturel spectaculaire. Il attire artistes, collectionneurs et amateurs d'art dans une atmosphère conviviale. Une immersion artistique au cœur de l'Afrique australe.



**AfrikaBurn** | 27 avril - 3 Mai 2026 | Tankwa Karoo, Afrique du Sud

Festival d'arts immersifs transformant le désert en laboratoire de créativité monumentale. Installations spectaculaires, performances et expérimentations collectives rythment cette expérience hors norme. Une célébration audacieuse de l'expression artistique contemporaine.

## MUSIQUE



**Cape Town International Jazz Festival** | 27 - 28 mars 2026 | Le Cap, Afrique du Sud

L'un des plus grands festivals de jazz du continent, réunissant artistes internationaux et figures majeures africaines. Deux jours de concerts d'envergure dans une atmosphère cosmopolite. Un rendez-vous incontournable pour les passionnés de musique live.



**Ultra South Africa** | Avril 2026 | Johannesburg & Le Cap, Afrique du Sud

Déclinaison africaine du célèbre festival électro mondial, Ultra attire les plus grands DJs internationaux. Scénographies immersives et performances spectaculaires marquent chaque édition. Une vitrine majeure de la culture électronique globale sur le sol africain.

## LIVRE & LITTÉRATURE



**Salon International du Livre d'Abidjan** | 28 avril - 2 mai 2026 | Abidjan, Côte d'Ivoire

Grand rendez-vous de l'édition francophone africaine, le SILA met à l'honneur auteurs, maisons d'édition et débats intellectuels. Il favorise la promotion du livre et de la lecture auprès du grand public. Un temps fort du calendrier culturel ivoirien.

## CINÉMA



**African Film Festival** | 8 mars - 9 mai 2026 | Berkeley, États-Unis

Festival dédié au cinéma africain et de la diaspora, organisé en Californie. Projections, débats et rencontres académiques structurent cette plateforme culturelle internationale. Une vitrine stratégique pour les narrations africaines contemporaines.



## TRADITIONS, PATRIMOINE & CULTURES POPULAIRES



**Conférence Internationale sur le Patrimoine Culturel Africain**  
10 – 12 avril 2026 | Addis-Abeba, Éthiopie

Experts, chercheurs et décideurs se réunissent pour débattre des stratégies de préservation et de valorisation du patrimoine culturel africain. La conférence met l'accent sur les politiques publiques, la restitution et les mécanismes de financement culturel. Un espace stratégique pour penser la souveraineté culturelle du continent.



**Festival du Thé – Côte d'Ivoire & Mali**  
20 – 22 mars 2026 (Mali)  
5 avril 2026 (Côte d'Ivoire)

Célébration transfrontalière autour de la culture du thé, entre rituels, convivialité et expressions artistiques locales. Le festival met en avant les pratiques sociales liées au thé et leur rôle dans la cohésion communautaire. Une scène vivante du patrimoine immatériel ouest-africain.



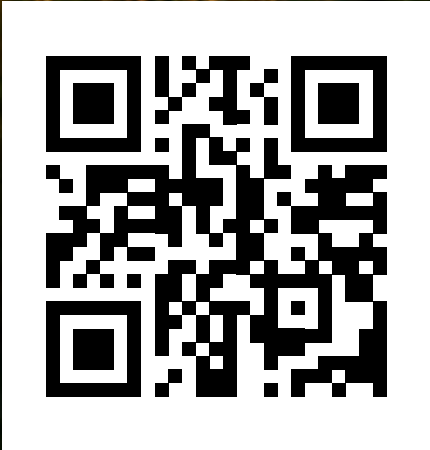
**Festival RED SAND – Safi, Maroc**  
2 – 6 avril 2026 | Safi, Maroc

Festival folklorique international réunissant troupes et artistes autour des musiques et danses traditionnelles. L'événement valorise les héritages populaires et les croisements culturels, dans une ville côtière au fort ancrage patrimonial. Un rendez-vous festif qui fait dialoguer traditions marocaines et scènes invitées.

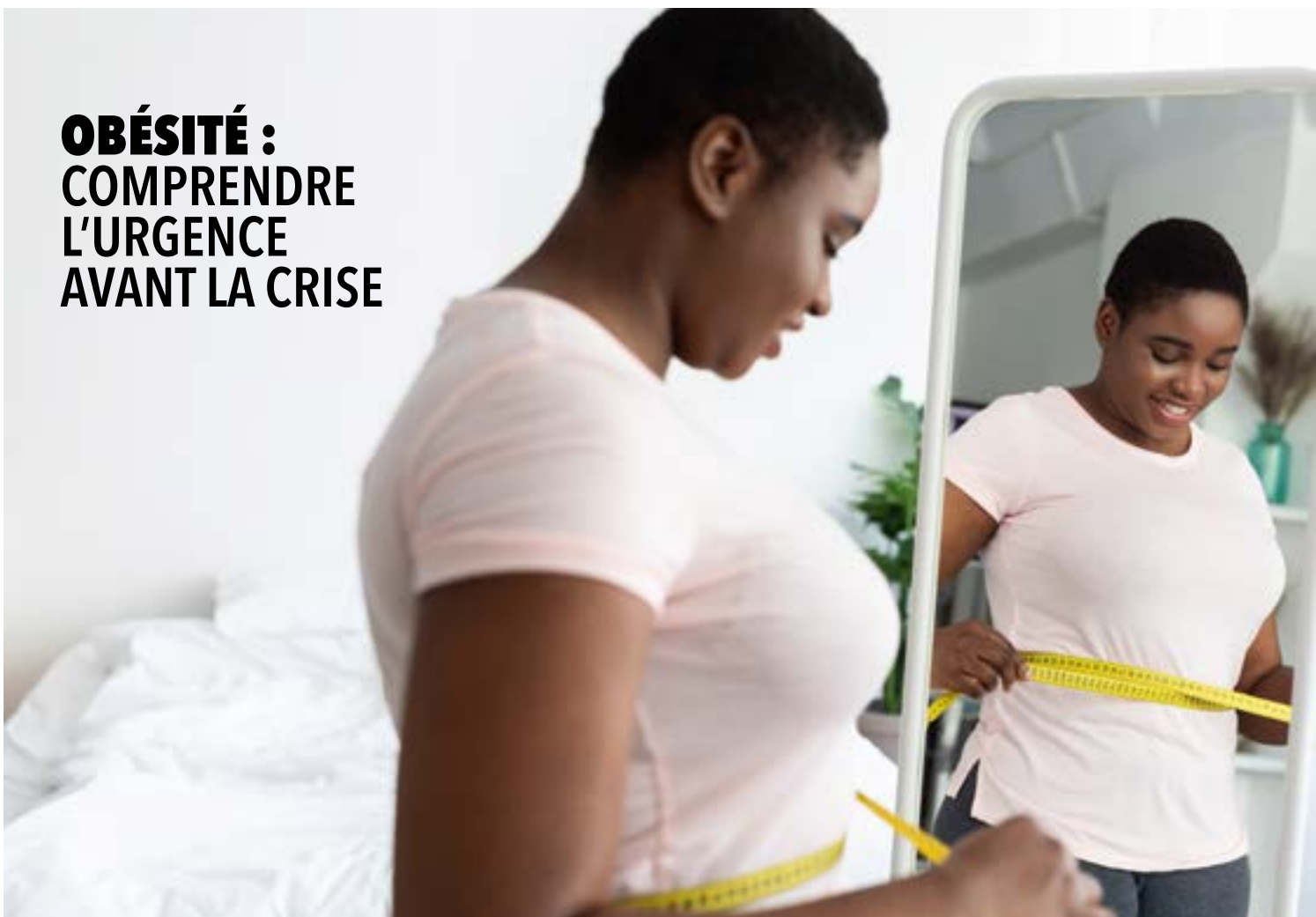


# De Novo

## Santé, Science et bien-être



## OBÉSITÉ : COMPRENDRE L'URGENCE AVANT LA CRISE



Chaque année, le **4 mars** marque la **Journée mondiale de l'obésité**, une initiative portée par la World Obesity Federation afin de sensibiliser les gouvernements, les professionnels de santé et les populations à l'ampleur croissante de ce problème de santé publique. Cette journée vise à rappeler une réalité souvent sous-estimée : l'obésité n'est pas seulement une question de mode de vie ou d'apparence, mais une maladie chronique complexe aux conséquences sanitaires, sociales et économiques majeures.

Pendant longtemps, l'obésité a été perçue comme un problème typique des pays industrialisés. Dans l'imaginaire collectif, elle renvoyait aux excès alimentaires des sociétés occidentales et aux modes de vie sédentaires des économies riches. Pourtant, depuis une vingtaine d'années, cette perception est profondément remise en cause. L'obésité progresse aujourd'hui rapidement dans les pays à revenu faible

et intermédiaire, en particulier en Afrique.

Ce phénomène s'inscrit dans une transformation plus large : celle de la transition nutritionnelle qui accompagne l'urbanisation, la mondialisation des habitudes alimentaires et les mutations économiques. Les villes africaines connaissent une croissance rapide, les régimes alimentaires se transforment et l'activité physique quotidienne diminue. Dans ce contexte, le continent est progressivement confronté à une nouvelle génération de problèmes de santé publique : les maladies non transmissibles, au premier rang desquelles figure l'obésité.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), plus d'un milliard de personnes dans le monde vivent aujourd'hui avec l'obésité. Si les taux les plus élevés restent observés en Amérique du Nord, au Moyen-Orient ou dans certaines régions d'Europe, l'Afrique

connaît l'une des progressions les plus rapides. Entre 2000 et 2016, le nombre d'adultes en surpoids ou obèses sur le continent a presque doublé. Dans plusieurs grandes métropoles africaines, la proportion d'adultes concernés dépasse désormais 30 %.

Cette évolution reste souvent sous-estimée. L'obésité est encore perçue comme un enjeu secondaire par rapport aux maladies infectieuses qui ont longtemps dominé les priorités sanitaires du continent. Pour-tant, si les tendances actuelles se poursuivent, elle pourrait devenir l'un des défis majeurs de santé publique en Afrique au cours des prochaines décennies.

Comprendre cette dynamique est donc essentiel. Car l'obésité n'est pas seulement une question de poids ou d'esthétique. Elle constitue une maladie chronique complexe aux conséquences médicales, sociales et économiques considérables.

### Une maladie chronique souvent mal comprise

L'obésité est définie médicalement comme une accumulation excessive de graisse corporelle susceptible de nuire à la santé. L'indicateur le plus couramment utilisé pour l'évaluer est l'indice de masse corporelle (IMC), calculé en divisant le poids d'une personne par le carré de sa taille. Selon les critères internationaux, un IMC supérieur ou égal à 25 correspond au surpoids, tandis qu'un IMC supérieur ou égal à 30 définit l'obésité.

Cet indicateur reste imparfait, car il ne distingue pas toujours la masse musculaire de la masse grasse. Mais il constitue aujourd'hui un outil simple et largement utilisé pour évaluer les tendances à l'échelle des populations.

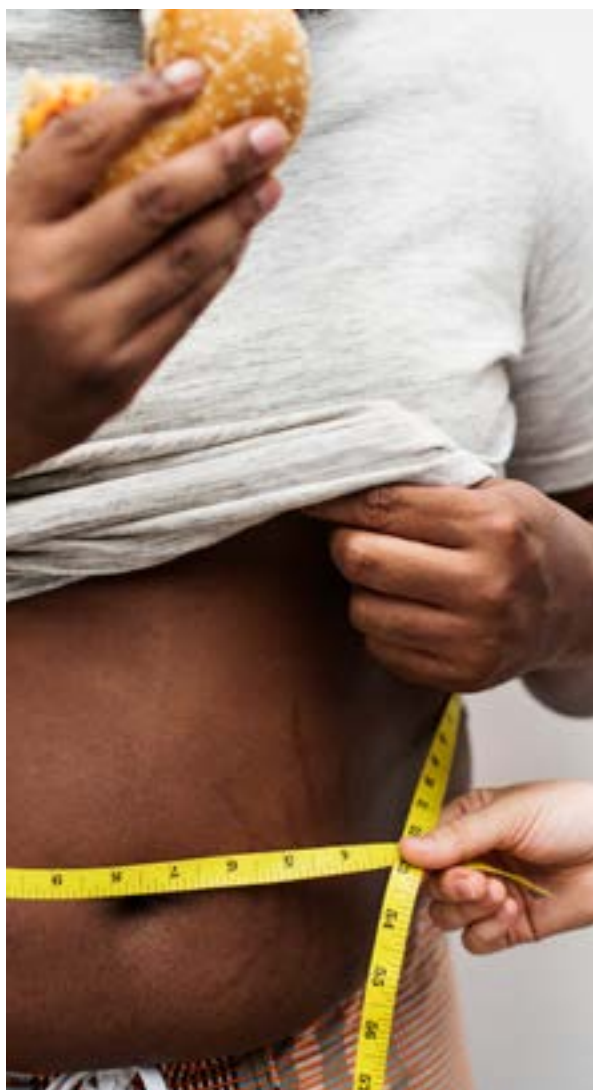
Une des idées reçues les plus répandues consiste à réduire l'obésité à un simple problème de volonté individuelle ou d'excès alimentaires. En réalité, la recherche scientifique montre qu'il s'agit d'une maladie multifactorielle. Plusieurs types de facteurs interviennent simultanément.

Les facteurs biologiques jouent d'abord un rôle important. La génétique peut influencer la manière dont l'organisme stocke l'énergie, régule l'appétit ou dépense les calories. Certains mécanismes hormonaux, impliquant notamment l'insuline, la leptine ou la ghréline, participent également à la régulation du poids corporel.

Les facteurs environnementaux sont tout aussi déterminants. L'accès à des aliments riches en calories mais pauvres en nutriments, la disponibilité croissante de produits ultra-transformés et la diminution de l'activité physique contribuent à créer des environnements favorisant la prise de poids. Les chercheurs parlent souvent d'environnements « obésogènes ».

Les facteurs sociaux et économiques interviennent également. Dans de nombreuses sociétés, les contraintes de temps, de revenu ou d'accès aux produits alimentaires influencent les choix nutritionnels. Dans les milieux urbains à faible revenu, les aliments les moins chers sont souvent aussi les plus caloriques et les moins équilibrés.

Cette complexité explique pourquoi l'obésité est aujourd'hui considérée comme une maladie chronique à part entière, nécessitant une approche globale qui dépasse la simple modification des comportements individuels.



### La transition nutritionnelle africaine

L'Afrique traverse actuellement une transition nutritionnelle rapide, comparable à celle qu'ont connue les pays occidentaux au cours de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Cette transition résulte de transformations économiques, sociales et culturelles profondes.

L'urbanisation constitue l'un des principaux moteurs de ce changement. Le continent connaît l'une des croissances urbaines les plus rapides au monde. Selon les Nations unies, plus de la moitié de la population africaine vivra en ville d'ici 2050. Or, la vie urbaine modifie profondément les modes de vie.

Les déplacements à pied ou à vélo sont progressivement remplacés par les transports motorisés. De nombreux emplois deviennent plus sédentaires, notamment dans les secteurs des services et de l'administration. Les opportunités d'activité physique quotidienne diminuent.



Parallèlement, les habitudes alimentaires évoluent. Les régimes traditionnels africains reposaient historiquement sur des céréales complètes, des légumineuses, des légumes et des produits frais. Ces régimes étaient généralement riches en fibres et relativement pauvres en sucres ajoutés et en graisses.

Aujourd'hui, l'urbanisation et la mondialisation favorisent l'essor d'aliments industriels, souvent riches en calories, en sucres et en graisses. Les boissons sucrées, les produits frits, les snacks transformés et la restauration rapide occupent une place croissante dans l'alimentation quotidienne.

Selon plusieurs études publiées dans la revue *The Lancet*, la consommation d'aliments ultra-transformés augmente rapidement dans de nombreux pays africains, notamment dans

les zones urbaines. Ces produits sont souvent plus accessibles, plus pratiques et parfois moins chers que les aliments frais.

Le résultat est une augmentation progressive de l'apport calorique moyen, combinée à une diminution de l'activité physique. Cette combinaison crée les conditions d'une hausse rapide du surpoids et de l'obésité.

### **Une bombe sanitaire pour les systèmes de santé**

L'obésité ne constitue pas seulement un problème nutritionnel. Elle représente l'un des principaux facteurs de risque de nombreuses maladies chroniques.

Parmi les complications les plus fréquentes figure le diabète de type 2. L'excès de tissu adipeux perturbe la sensibilité de l'or-

ganisme à l'insuline, favorisant l'apparition d'une résistance insulinaire puis d'un diabète. L'OMS estime que près de 90 % des cas de diabète de type 2 sont liés au surpoids ou à l'obésité.

Les maladies cardiovasculaires constituent une autre conséquence majeure. L'obésité favorise l'hypertension artérielle, les troubles du métabolisme lipidique et l'athérosclérose. Ces mécanismes augmentent considérablement le risque d'infarctus du myocarde et d'accidents vasculaires cérébraux.

Certaines formes de cancer sont également associées à l'obésité, notamment les cancers du sein, du côlon et de l'endomètre. L'excès de graisse corporelle influence plusieurs mécanismes biologiques impliqués dans la croissance tumorale.

Au-delà de ces pathologies, l'obésité peut entraîner des problèmes articulaires, des troubles respiratoires ou encore des complications pendant la grossesse.

Ces conséquences représentent un défi majeur pour les systèmes de santé africains. Historiquement, ceux-ci ont été construits pour faire face aux maladies infectieuses telles que le paludisme, la tuberculose ou le VIH. Les maladies chroniques nécessitent au contraire un suivi à long terme, des traitements continus et une organisation différente des soins.

Selon la Banque mondiale, les maladies non transmissibles représentent déjà plus de 37 % des décès en Afrique subsaharienne. Si les tendances actuelles se poursuivent, ce chiffre devrait augmenter fortement dans les

prochaines décennies.

### Les dimensions culturelles et sociales

L'obésité ne peut pas être comprise uniquement à travers des facteurs biologiques ou nutritionnels. Les représentations culturelles et sociales du corps jouent également un rôle important.

Dans certaines sociétés africaines, l'embonpoint a longtemps été associé à des valeurs positives telles que la prospérité, la réussite ou la bonne santé. À l'inverse, la minceur pouvait être perçue comme un signe de pauvreté ou de maladie.

Ces représentations évoluent progressivement, mais elles continuent d'influencer la perception sociale du poids. Dans certains contextes, la prise de poids

peut encore être valorisée, notamment chez les femmes.

Les inégalités sociales jouent également un rôle dans la distribution de l'obésité. Contrairement à certaines idées reçues, l'obésité touche souvent davantage les populations urbaines à revenu modeste. Ces populations disposent parfois d'un accès limité à une alimentation saine et à des espaces favorables à l'activité physique.

Le marketing alimentaire constitue un autre facteur important. Les entreprises agro-alimentaires investissent massivement dans la promotion de produits riches en calories, notamment auprès des jeunes publics. La publicité pour les boissons sucrées ou les snacks transformés est omniprésente dans de nombreuses villes africaines.



### Prévenir avant la crise

Face à cette dynamique, la prévention apparaît comme l'un des leviers les plus efficaces. Plusieurs pays ont déjà commencé à mettre en place des politiques publiques visant à réduire les facteurs de risque.

Certaines mesures concernent la fiscalité alimentaire. La taxation des boissons sucrées, par exemple, a été introduite dans plusieurs pays afin de décourager leur consommation. Des études menées au Mexique et au Royaume-Uni suggèrent que ces politiques peuvent contribuer à réduire les achats de boissons sucrées.

L'éducation nutritionnelle constitue un autre axe important. Les programmes scolaires peuvent jouer un rôle essentiel dans la promotion de bonnes habitudes alimentaires dès le plus jeune âge.

L'aménagement urbain peut également contribuer à encourager l'activité physique. La création d'espaces publics dédiés au sport, de pistes cyclables ou de zones piétonnes favorise la pratique d'activités physiques au quotidien.

Enfin, les professionnels de santé ont un rôle central à jouer dans la prévention et le dépistage précoce. Les consultations de médecine générale représentent souvent une opportunité privilégiée pour identifier les facteurs de risque et accompagner les patients vers des changements de mode de vie.

### Anticiper pour éviter une crise sanitaire

L'obésité progresse rapidement à l'échelle mondiale, et l'Afrique n'échappe pas à cette tendance. Pourtant, contrairement à d'autres régions du monde, le continent se trouve encore à un stade où des actions préventives peuvent produire des effets significatifs.

L'enjeu consiste à reconnaître l'ampleur du phénomène avant qu'il ne devienne une crise majeure. Cela suppose



de mobiliser l'ensemble des acteurs : pouvoirs publics, professionnels de santé, secteur privé, médias et société civile.

Car l'obésité n'est pas seulement une question individuelle. Elle reflète l'évolution de nos environnements alimentaires, de nos modes de vie et de nos systèmes économiques.

Comprendre cette réalité constitue la première étape pour construire des réponses efficaces. À défaut, l'Afrique risque de voir se développer, dans les prochaines décennies, une épidémie silencieuse aux conséquences sanitaires et économiques considérables.

Agir dès aujourd'hui pourrait permettre d'éviter demain une crise dont les coûts humains et financiers seraient bien plus élevés.

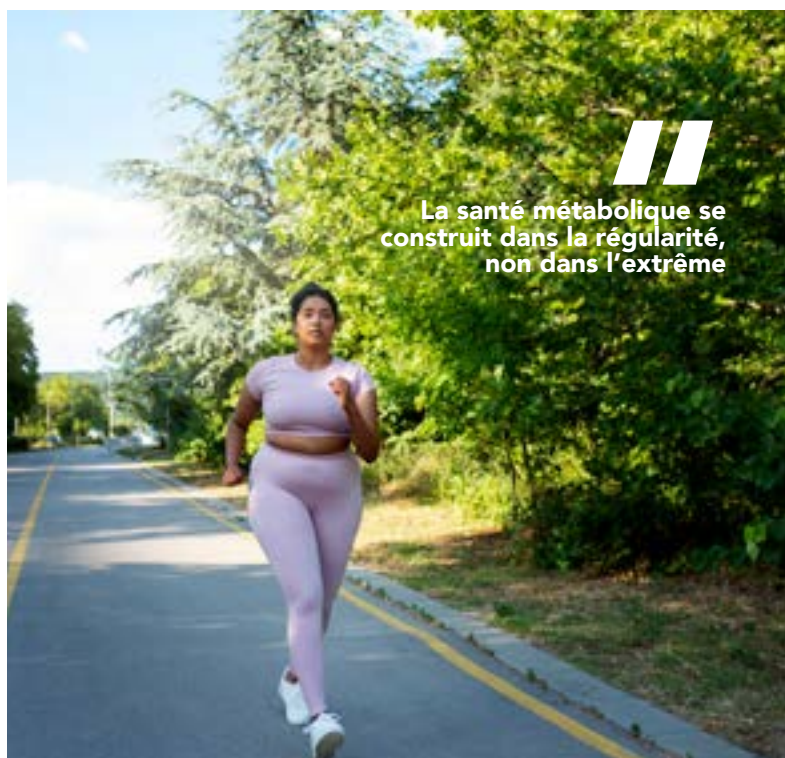




10

### habitudes clés pour préserver sa santé métabolique

1. Dormir 7 à 8 heures par nuit
2. Bouger au-moins 30 minutes chaque jour
3. Privilégier les aliments locaux peu transformés
4. Réduire les boissons sucrées
5. Manger lentement et écouter la satiété
6. Maintenir des horaires de repas réguliers
7. Limiter le temps passé assis
8. Pratiquer une activité physique structurée
9. Gérer le stress
10. Adopter une approche progressive et réaliste



La santé métabolique se construit dans la régularité, non dans l'extrême



# CENTRE MÉDICAL PAUL LANGERHANS

## VOTRE CENTRE DÉDIÉ AU DIABÈTE ET À LA NUTRITION



# CENTRE MÉDICAL PAUL LANGERHANS

### Prestations

- Médecine générale
- Diabétologie
- Nutrition
- Gynécologie
- Pédiatrie
- Observation & Soins

### Horaires

- Lundi - Vendredi  
08h - 17h
- Samedi  
08h - 12h



Contact : +225 07 10 78 14 06





**ENTRETIEN  
AVEC L'EXPERT  
DR GILLES  
NINKAM**

OBÉSITÉ :  
COMPRENDRE  
LA DIMENSION  
PSYCHOLOGIQUE  
D'UNE MALADIE  
SOUVENT MAL  
ABORDÉE



### 1. Pouvez-vous vous présenter en quelques mots ?

Je suis Dr Gilles Hyacinthe Ninkam, psychiatre, psychothérapeute, hypnothérapeute et consultante en santé mentale en entreprise.

Dans ma pratique, j'accompagne des personnes qui traversent des difficultés psychologiques, des troubles émotionnels ou relationnels, mais aussi des problématiques liées au stress, à l'estime de soi ou aux habitudes de vie.

Je travaille également sur la prévention en santé mentale, notamment en entreprise, avec des programmes d'accompagnement qui visent à améliorer le bien-être psychologique, la gestion du stress et l'équilibre de vie.

### 2. On parle beaucoup de nutrition et d'activité physique dans la prise en charge de l'obésité. En tant que psychiatre, comment expliquez-vous le lien entre santé mentale et prise de poids ?

Le lien entre la santé mentale et la prise de poids est aujourd'hui bien documenté.

L'obésité ne relève pas uniquement de l'alimentation ou de la volonté individuelle. Elle résulte souvent d'une interaction complexe entre facteurs psychologiques, neuro-biologiques, hormonaux et comportementaux.

Sur le plan psychologique, certaines expériences de vie peuvent fragiliser l'équilibre émotionnel : traumatismes, blessures affectives, rejet, abandon, stress chronique ou épisodes dépressifs. Lorsque ces expériences ne sont pas élaborées ou accompagnées, elles peuvent modifier la manière dont une personne régule ses émotions.

Dans ce contexte, la nourriture peut progressivement devenir un moyen d'apaisement émotionnel. Certaines personnes mangent pour calmer l'anxiété, atténuer la tristesse ou soulager une tension intérieure. On parle alors d'alimentation émotionnelle, où la nourriture n'est plus seulement une réponse à la faim physiologique, mais

aussi une tentative de régulation émotionnelle.

Ce mécanisme peut, chez certaines personnes, évoluer vers de véritables troubles du comportement alimentaire (TCA). Parmi les plus fréquents, on retrouve notamment l'hyperphagie boulimique, caractérisée par des épisodes de consommation excessive de nourriture accompagnés d'un sentiment de perte de contrôle, ainsi que la boulimie, où ces crises alimentaires peuvent être suivies de comportements compensatoires. Dans ces situations, la relation à la nourriture devient étroitement liée aux émotions et aux tensions psychiques.

Ces comportements s'expliquent aussi par le fonctionnement du cerveau. La consommation d'aliments riches en sucre ou en graisse active le circuit de récompense cérébral, notamment par la libération de dopamine, un neurotransmetteur impliqué dans les sensations de plaisir et de soulagement. La nourriture procure alors un apaisement temporaire, ce qui peut renforcer la répétition du comportement alimentaire.

Par ailleurs, le stress chronique entraîne une augmentation de cer-

taines hormones, notamment le cortisol, qui favorise à la fois l'augmentation de l'appétit et le stockage des graisses, en particulier au niveau abdominal. Le stress, la fatigue et les troubles du sommeil peuvent également perturber les hormones impliquées dans la régulation de la faim et de la satiété.

Ainsi, la prise de poids ne peut être comprise uniquement à travers l'alimentation. Elle implique souvent le cerveau, les émotions, les hormones et l'histoire personnelle de l'individu, ce qui explique pourquoi la prise en charge de l'obésité nécessite une approche globale, intégrant à la fois la dimension nutritionnelle, médicale et psychologique.

### 3. Peut-on réellement modifier durablement son comportement alimentaire sans travailler sur les émotions qui y sont liées ?

Dans la majorité des cas, non. Si l'on ne travaille que sur l'alimentation sans s'intéresser aux émotions qui déclenchent certains comportements, le changement est souvent temporaire.

Beaucoup de personnes mangent pour apaiser une tension intérieure, combler un vide émotionnel ou gérer le stress. Si ces mécanismes ne sont pas compris et traités, ils reviennent tôt ou tard.

C'est pour cela que les approches les plus efficaces sont globales. Elles prennent en compte l'alimentation, l'activité physique, mais aussi les émotions, l'histoire personnelle et la relation à la nourriture, l'équilibre hormonal de la personne.

### 4. En Afrique, la perception culturelle du corps peut parfois valoriser certaines formes. Comment ces représentations influencent-elles la prise en charge de l'obésité ?

Dans plusieurs cultures africaines, les formes corporelles peuvent être associées à la santé, la prospérité ou la beauté. Avoir des formes a parfois été perçu comme un signe de bien-être, contrairement à la maigreur qui pouvait être associée à la maladie ou à la pauvreté. Ces représentations culturelles peuvent parfois retarder la prise de conscience des risques de santé liés aux surpoids ou à l'obésité.



Cela ne veut pas dire qu'il faut rejeter ces références culturelles, mais plutôt trouver un équilibre entre l'acceptation du corps et la prévention des maladies métaboliques comme le diabète, l'hypertension ou les maladies cardiovasculaires.

La prise en charge doit donc être culturellement sensible, tout en restant basée sur les données de santé.

### **5. Pensez-vous que la stigmatisation sociale des personnes en surpoids aggrave les troubles psychologiques associés et complique la prise en charge ?**

Oui, la stigmatisation peut avoir des conséquences psychologiques importantes.

Les personnes en surpoids ou obèses sont souvent exposées à des jugements sociaux, des moqueries ou des discriminations, ce qui peut entraîner : une diminution de l'estime de soi; de la honte ou de la culpabilité, un retrait social, voire des troubles anxieux ou dé-

pressifs.

Paradoxalement, cette pression sociale peut renforcer les comportements alimentaires compulsifs, car certaines personnes utilisent la nourriture comme un moyen de gérer le stress ou la souffrance émotionnelle.

Une prise en charge efficace doit donc se faire sans culpabilisation ni jugement, dans une approche bienveillante.

### **6. Selon vous, pourquoi les régimes échouent-ils souvent sur le long terme, même lorsque la personne est motivée ?**

Les régimes échouent souvent parce qu'ils ne prennent pas en compte la complexité des causes de l'obésité.

L'obésité peut être influencée par des facteurs émotionnels, des troubles du comportement alimentaire, des facteurs hormonaux, génétiques, des facteurs sociaux culturels ou certaines pathologies comme le syndrome des ovaires

polykystiques (SOPK) ou l'insulino-résistance.

De nombreuses approches se concentrent uniquement sur la restriction calorique, alors que la régulation hormonale, la qualité des aliments, l'indice glycémique, le sommeil et le stress jouent également un rôle important.

### **7. La rechute doit-elle être considérée comme un échec ou comme une étape du processus thérapeutique ?**

Dans les processus de changement de comportement, les rechutes sont souvent une étape du processus d'apprentissage.

Modifier des habitudes alimentaires et un mode de vie demande du temps, car cela implique aussi des adaptations biologiques et psychologiques.

Une rechute peut permettre de mieux comprendre les déclencheurs : stress, fatigue, émotions, troubles hormonaux etc. et d'ajuster l'accompagnement.

L'objectif est de transformer la rechute en occasion d'apprentissage plutôt qu'en échec.

### **8. Quel rôle joue l'accompagnement psychologique dans un programme de perte de poids durable ?**

L'accompagnement psychologique joue un rôle central.

Il permet notamment d'identifier les déclencheurs émotionnels de l'alimentation, de travailler sur l'image corporelle et l'estime de soi, de comprendre la relation psychologique à la nourriture, d'apprendre des stratégies de gestion du stress et des émotions.

Dans de nombreux cas, perdre du poids durablement implique de modifier certains schémas émotionnels et comportementaux, et pas uniquement l'alimentation.

### **9. Selon vous, que faudrait-il changer dans notre manière collective d'aborder l'obésité en Côte d'Ivoire ?**

Déjà je tiens à préciser que beaucoup de choses sont faites par les instances dirigeantes et je tiens à saluer tout ce travail.

Cependant Plusieurs axes mériteraient d'être renforcés :



- **Mieux reconnaître les causes médicales et hormonales de l'obésité**

Il est important de sensibiliser davantage le public et même certains professionnels de santé aux facteurs hormonaux et métaboliques impliqués dans la prise de poids. Des situations comme l'insulinorésistance, le syndrome des ovaires polykystiques (SOPK), certains troubles de la thyroïde ou les dérèglements hormonaux liés au stress peuvent rendre la perte de poids particulièrement difficile, même lorsque la personne fait des efforts alimentaires.

- **Renforcer l'évaluation médicale et métabolique dans la prise en charge**

La prise de poids ne doit pas être abordée uniquement sous l'angle nutritionnel. Une évaluation plus complète incluant les dimensions métaboliques, endocriniennes et hormonales

permettrait d'identifier certaines causes sous-jacentes et d'adapter les stratégies thérapeutiques.

- **Intégrer davantage la santé mentale dans la prise en charge**

Le stress chronique, les traumatismes, les troubles de l'humeur ou encore l'alimentation émotionnelle peuvent influencer la relation à la nourriture. Les troubles du comportement alimentaire, comme l'hyperphagie boulimique, sont encore peu identifiés alors qu'ils jouent un rôle important dans certaines formes d'obésité. L'accompagnement psychologique devrait donc faire partie intégrante des stratégies de prise en charge.

- **Mieux sensibiliser sur le rôle du sommeil et du stress**

Le manque de sommeil et le stress chronique perturbent

les hormones qui régulent la faim et la satiété. Ils peuvent augmenter l'appétit et favoriser le stockage des graisses. Ces dimensions restent encore insuffisamment prises en compte dans les stratégies de prévention.

- **Informer davantage sur l'impact des aliments ultra-transformés**

De plus en plus d'études montrent que les aliments très transformés, riches en sucres rapides, en graisses et en additifs, peuvent perturber les mécanismes de satiété et stimuler le circuit de récompense du cerveau, favorisant ainsi la surconsommation alimentaire.

- **Renforcer l'éducation nutritionnelle et la prévention dès le plus jeune âge**

Les actions de sensibilisation devraient porter non seulement sur la quantité



Je lui dirais également qu'elle est une belle personne au-delà de son poids. Le surpoids ou l'obésité ne doivent pas devenir une identité. Ce sont des situations de santé qui peuvent être comprises et accompagnées, mais elles ne résument pas qui nous sommes.

En même temps, il est important de reconnaître que le poids peut avoir un impact sur la santé physique et la santé mentale. L'objectif ne doit donc pas être uniquement esthétique, mais surtout un objectif de santé et de bien-être. Pour cela, la première étape consiste souvent à mieux comprendre ce qui se passe dans son corps et dans son histoire personnelle.

Je lui conseillerais donc de ne pas rester seule face à cette difficulté et de chercher de l'aide : consulter un médecin, idéalement formé à la prise en charge du surpoids ou de l'obésité, afin d'évaluer les causes possibles (médicales, hormonales ou métaboliques) et consulter un professionnel de la santé mentale, car les émotions, le stress, certaines blessures de vie ou les troubles du comportement alimentaire peuvent influencer la relation à la nourriture.

Ensuite, il est important d'avancer avec des objectifs réalistes et progressifs. Les transformations durables prennent du temps. Se comparer aux autres n'aide pas, car chaque personne a son propre métabolisme, son histoire et

son rythme.

Je mettrai aussi en garde contre la tentation de chercher des solutions rapides ou des produits miracles. Certaines potions ou méthodes amaigrissantes peuvent être dangereuses pour la santé et entraîner des complications, notamment rénales ou hépatiques.

Enfin, je lui rappellerais de ne pas laisser son poids devenir une étiquette. Une personne est bien plus que son apparence physique. Il est important de continuer à reconnaître ses valeurs, ses talents et ses qualités humaines.

La perte de poids est un chemin qui demande du temps, de la patience et parfois de l'accompagnement. Mais ce chemin doit rester avant tout un chemin vers la santé, la compréhension de soi et le respect de sa propre valeur.



d'aliments consommés, mais aussi sur la qualité nutritionnelle, l'équilibre alimentaire, l'indice glycémique des aliments et l'importance de l'activité physique.

- **Adapter les stratégies de prévention aux réalités culturelles et alimentaires locales**

Les habitudes culinaires, les représentations sociales du corps et les modes de vie urbains influencent fortement les comportements alimentaires. Les messages de santé publique doivent donc tenir compte du contexte culturel ivoirien afin d'être plus efficaces.

#### **10. Quel conseil donneriez-vous à une personne qui lutte depuis des années avec son poids et se sent découragée ?**

Je lui dirais d'abord de ne pas abandonner.

Beaucoup de personnes qui luttent avec leur poids finissent par se sentir coupables, honteuses ou jugées. Pourtant, il est important de rappeler une chose essentielle : le poids ne définit pas la valeur d'une personne. Avoir un surpoids ne signifie pas être paresseux ou manquer de volonté. Une personne reste avant tout un être humain avec une histoire, des qualités et une dignité qui ne dépendent pas d'un chiffre sur la balance.

# QUELQUES ACTUALITÉS DE SCIENCE ET SANTÉ

## Journée Mondiale des Femmes et Filles de Science 2026 : Du leadership à l'impact concret

La Journée Mondiale des Femmes et Filles de Science s'est tenue le 11 février 2026 au siège de l'UNESCO à Paris, sous le thème "From Vision to Impact: Redefining STEM by Closing the Gender Gap". L'événement, organisé en format hybride, a rassemblé décideurs publics, scientifiques, organisations internationales et jeunes talents autour d'un objectif clair : passer des engagements symboliques à des actions mesurables.

Si les écarts de genre dans les sciences sont bien documentés, l'édition 2026 a mis l'accent sur les solutions concrètes : mentorat structuré, financement ciblé pour les chercheuses, réforme des politiques universitaires et valorisation de rôles modèles féminins dans les filières technologiques.

Pour l'Afrique, la question est stratégique. Le continent connaît une forte croissance démographique et un besoin accru d'innovation locale dans des secteurs clés comme la santé, l'agriculture, l'énergie et le numérique.

Or, les femmes restent sous-représentées dans les carrières scientifiques avancées et les postes de direction académique.

Des initiatives émergent néanmoins : programmes d'encouragement des jeunes filles aux mathématiques et au codage, bootcamps STEM, bourses régionales et réseaux panafricains de chercheuses. Ces dynamiques traduisent une prise de conscience



: l'égalité en sciences n'est pas seulement un enjeu d'équité, mais un levier de compétitivité et de souveraineté.

Réduire le fossé de genre en STEM en Afrique, c'est élargir le vivier de talents, accélérer la recherche appliquée et renforcer la capacité du continent à produire ses propres solutions. L'édition 2026 aura ainsi rappelé que l'inclusion scientifique n'est plus une option, mais une condition du développement durable.



## VIH : le lenacapavir, une prévention injectable deux fois par an

Une nouvelle étape majeure dans la prévention du VIH est en train d'émerger avec le déploiement progressif du lenacapavir, un traitement injectable administré seulement deux fois par an.

Contrairement aux traitements préventifs quotidiens (PrEP orale), cette option semestrielle pourrait améliorer considérablement l'adhésion, notamment chez les populations à risque ayant des difficultés avec les prises régulières. Moins de contraintes, plus de discrétion, et potentiellement une meilleure efficacité en vie réelle.

Le lenacapavir agit en bloquant une étape clé du cycle de répllication du virus. Les premiers résultats cliniques ont montré une protection très élevée chez les personnes exposées.

Cependant, des questions demeurent : accessibilité financière, logistique de distribution, intégration dans les programmes nationaux de santé. Pour les pays africains, lourdement touchés par l'épidémie, l'enjeu sera d'assurer un accès équitable à cette innovation.

Si les mécanismes de financement international suivent, cette avancée pourrait marquer un tournant majeur dans la stratégie mondiale de lutte contre le VIH.

## Obésité : l'OMS encadre l'usage des analogues du GLP-1

Face à l'augmentation mondiale de l'obésité, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a publié de nouvelles lignes directrices concernant l'usage des analogues du GLP-1, une classe de médicaments initialement développée pour le diabète de type 2 et désormais largement utilisée pour la perte de poids. Ces traitements, qui agissent en régulant l'appétit et la glycémie, ont montré une efficacité significative dans la réduction du poids corporel. Mais leur popularité croissante soulève des enjeux médicaux, éthiques et économiques.

L'OMS insiste sur un point central : ces médicaments doivent s'inscrire dans une prise en charge globale incluant nutrition, activité physique et suivi médical. Ils ne constituent pas une solution miracle. Autre défi majeur : leur coût élevé et le risque d'inégalités d'accès. Dans de nombreux pays à revenu intermédiaire ou faible, la priorité reste la prévention et l'éducation nutritionnelle.

L'encadrement international vise ainsi à éviter les dérives commerciales tout en garantissant un usage médical pertinent et sécurisé.



## R&D africaine : appel à renforcer la recherche en santé

Face à l'augmentation mondiale de Des leaders scientifiques africains appellent à des actions concrètes pour renforcer la recherche et développement (R&D) en santé sur le continent. Malgré les progrès réalisés ces dernières années, l'Afrique reste fortement dépendante de financements et d'innovations extérieures.

La pandémie de COVID-19 a mis en lumière cette vulnérabilité : accès tardif aux vaccins, faible capacité de production locale, dépendance technologique. Les experts plaident pour une augmentation des budgets nationaux dédiés à la recherche, un meilleur soutien aux universités, et le développement d'écosystèmes d'innovation reliant chercheurs, hôpitaux et industrie pharmaceutique. Investir dans la R&D en santé ne relève pas seulement d'un enjeu scientifique, mais d'un impératif stratégique. Souveraineté sanitaire, sécurité économique et leadership régional sont désormais étroitement liés.

Pour l'Afrique, l'avenir passe par la transformation des talents scientifiques en solutions locales adaptées aux réalités du continent.



# Arts de vivre

## Almasi & Sakafo



**SAKAFO  
INTERVIEW  
CHEF CHARLIE  
KOFFI**



### 1. Pouvez-vous vous présenter en quelques mots ?

Je suis Charlie Koffi, Chef, mais aussi entrepreneur.

Je suis le propriétaire et chef des établissements Villa ALFIRA, à Cocody, et Le Chalet du Chef, à Azuretti, à Grand-Bassam.

Mais au fond, ce qui me définit le plus, c'est le rapport que j'ai avec la cuisine de mon pays.

Je suis profondément convaincu que la gastronomie ivoirienne a encore énormément à dire au monde. Nous avons des produits extraordinaires, des terroirs riches, des traditions puissantes. Pourtant, on les valorise encore trop peu.

Cuisiner aujourd'hui en Côte d'Ivoire, pour moi, c'est presque un engagement.

C'est défendre nos produits, encourager à consommer local, et montrer que notre terroir peut porter une gastronomie exigeante et contemporaine.

### 2. Vous avez initialement suivi des études en génétique avant de vous tourner vers la cuisine. Comment s'est opérée cette transition ?

La génétique m'a toujours fasciné. Elle raconte les mécanismes qui se cachent derrière les phénotypes que nous observons. Comprendre ce qui se passe derrière ce que l'on voit, comprendre comment le vivant fonctionne, c'est quelque chose de profondément captivant. Avec le temps, j'ai réalisé que la cuisine avait aussi quelque chose de scientifique. On observe, on expérimente, on cherche à comprendre les transformations.

Finalement, j'ai simplement changé de terrain d'exploration.

### 3. En quoi votre formation scientifique influence-t-elle aujourd'hui votre manière d'aborder la gastronomie ?

Elle m'a donné une manière de réfléchir.

En cuisine, j'aime comprendre ce qui se passe. Pourquoi une texture fonctionnelle, pourquoi un équilibre aromatique marche.

La créativité est essentielle, mais elle doit toujours être soutenue par la précision et la rigueur.

### 4. Vous avez exercé en France avant de revenir en Côte d'Ivoire. Qu'est-ce que ces années européennes vous ont appris sur la rigueur, la technique et la gestion d'une cuisine ?

Oui, j'ai travaillé pendant de nombreuses années en France, en passant par tous les postes d'une brigade. Ces années m'ont beaucoup apporté. J'y ai appris un amour profond du produit et de son origine.

J'y ai appris une rigueur extrême dans la technique et dans l'exécution. Mais au fil du temps, quelque chose s'est imposé à moi.

Il y avait une sorte de lien presque inexplicable entre moi et les produits africains. Une forme d'attachement très instinctif.

C'est ce lien qui m'a donné envie de rentrer sur le continent.

### 5. Pourquoi avoir choisi de créer un établissement gastronomique à Abidjan plutôt que de poursuivre une carrière à l'international ?

Plusieurs choses se sont alignées. D'abord, la Côte d'Ivoire est un pays dynamique, avec un environnement des affaires porteur pour entreprendre.

Ensuite, il y a un patrimoine culinaire incroyablement riche, mais encore très peu représenté dans la haute gastronomie.

Et puis il y a l'histoire personnelle. Je suis un enfant du pays. J'ai grandi en France, mais j'ai grandi aussi avec les saveurs ivoiriennes : les sauces graine, les gouagoussous, parfois avec la viande d'agouti que ma mère préparait.



C'est vraiment la rencontre de ces trois éléments — le pays, le patrimoine culinaire et l'histoire personnelle — qui m'a ramené ici.

### 6. Vous parlez souvent de valorisation des produits locaux. Quels ingrédients ivoiriens sous-exploités mériteraient, selon vous, une place plus centrale dans la gastronomie contemporaine ?

La Côte d'Ivoire possède une richesse incroyable en alicaments, ces aliments qui nourrissent et qui soignent à la fois. Notre terroir en est rempli.

Prenons l'attiéké, issu du manioc fermenté. Comme beaucoup d'aliments fermentés, il contribue à améliorer le microbiote intestinal et donc la digestion.

Il y a aussi l'akpi, une graine extrêmement riche en lipides, protéines et minéraux. C'est un aliment très intéressant pour la récupération physique et l'apport énergétique.

Et puis il y a mon préféré : le nnganngan.



En Côte d'Ivoire, je crois que chaque enfant a déjà mangé une sauce gnanngan lorsqu'il était malade. C'est presque un souvenir commun dans beaucoup de familles.

Au-delà de cette mémoire collective, c'est une plante remarquable. Elle est riche en vitamines et en minéraux notamment en vitamines A et C, en fer et en calcium. Elle aide à la digestion, apaise l'estomac, contient des antioxydants qui protègent les cellules et contribue à réduire l'inflammation.

Dans la tradition, on l'utilise aussi pour soutenir l'immunité et le foie. Ces produits ne sont pas seulement des ingrédients culinaires. Ce sont de véritables trésors nutritionnels de notre terroir. Ils mériteraient d'être beaucoup plus mis en avant, en Côte d'Ivoire comme à l'international.

**7. Comment réussissez-vous à marier tradition ivoirienne et techniques modernes sans dénaturer l'identité des plats ?**

La règle est simple : la technique ne doit jamais prendre le dessus sur le goût. Les techniques mo-

dernes sont là pour révéler un produit, pas pour l'effacer. Je pars toujours de la mémoire du plat, de son identité.

Ensuite seulement je cherche la meilleure manière de le traduire aujourd'hui.

**8. La gastronomie africaine est-elle encore en quête de reconnaissance ou entre-t-elle dans une nouvelle phase d'affirmation ?**

Je pense qu'elle est déjà dans une nouvelle phase.

Il y a aujourd'hui une génération de chefs africains très décomplexés, très fiers de leur terroir.

Ils ne cherchent plus seulement la reconnaissance. Ils affirment une identité.

**9. Comment évaluez-vous aujourd'hui le niveau de la restauration haut de gamme à Abidjan ?**

Abidjan évolue rapidement.

La ville possède des établissements de qualité et une clientèle de plus en plus exigeante.

Mais il reste encore du travail pour

installer pleinement des établissements de haute gastronomie qui assument une signature locale forte, fière et engagée.

**10. Quels sont les principaux défis pour un chef qui veut maintenir un standard gastronomique élevé en Côte d'Ivoire (approvisionnement, formation, clientèle, coûts...)?**

Le premier défi concerne l'agriculture. Une gastronomie d'élite ne peut pas exister sans une filière agricole d'excellence. Il faut travailler étroitement avec les producteurs et lutter contre l'usage excessif de pesticides, parfois mal contrôlés.

Il y a aussi la logistique : dans l'intérieur du pays, il existe des produits magnifiques qui restent encore trop peu visibles.

Et enfin, il y a la formation. Dans ce métier, il faut former... former... et encore former.

**11. Peut-on construire une véritable industrie gastronomique ivoirienne capable d'exporter son modèle ?**



Oui, je le pense.

La Côte d'Ivoire possède les produits, les talents et l'énergie entrepreneuriale nécessaires pour construire une véritable scène gastronomique.

Mais cela demande du temps, de la formation et une vision collective.

**12. Qu'est-ce qui vous inspire au quotidien : un produit, un souvenir d'enfance, un terroir, une émotion ?**

Aujourd'hui, ce qui m'inspire le plus, ce sont les temps lents.

Nous vivons dans une époque où tout va trop vite. La cuisine, elle, demande de la patience : laisser un produit mûrir, laisser une sauce prendre son temps, laisser une idée se construire.

Cette lenteur, presque en contradiction avec notre époque, est devenue pour moi une source d'inspiration très forte.

**Si vous deviez définir votre cuisine en une phrase, laquelle serait-elle ?**

Une cuisine profondément enracinée dans les terroirs ivoiriens, guidée par l'exigence et le respect du produit.



# ALMASI : ABIDJAN LIFESTYLE LES ADRESSES QUI REDÉFINISSENT L'ART DE VIVRE URBAIN

Longtemps centré sur quelques quartiers historiques, le lifestyle abidjanais s'exprime désormais à travers une nouvelle génération de lieux hybrides où se rencontrent mode, gastronomie, beauté et expériences sociales. Ces espaces sont devenus les nouveaux salons urbains d'une capitale en pleine montée en gamme.



## ITC — Ivoire Trade Center | Cocody Centre

Pensé comme un hub contemporain mêlant business et lifestyle, l'Ivoire Trade Center s'est rapidement imposé comme un point de convergence pour la clientèle professionnelle et cosmopolite de Cocody.

Entre deux réunions ou en fin de journée, visiteurs et entrepreneurs y circulent entre enseignes premium et services haut de gamme. Le lieu accueille notamment **Monop'Ivoire**, la maison textile **Nanawax**, le salon **Franck Provost**, ainsi que des enseignes spécialisées comme **Ideal Optic** ou plusieurs agences de voyages et services exécutifs.

ITC incarne aujourd'hui une nouvelle culture urbaine : celle d'un **lifestyle professionnel élégant**, où travail et art de vivre coexistent naturellement.

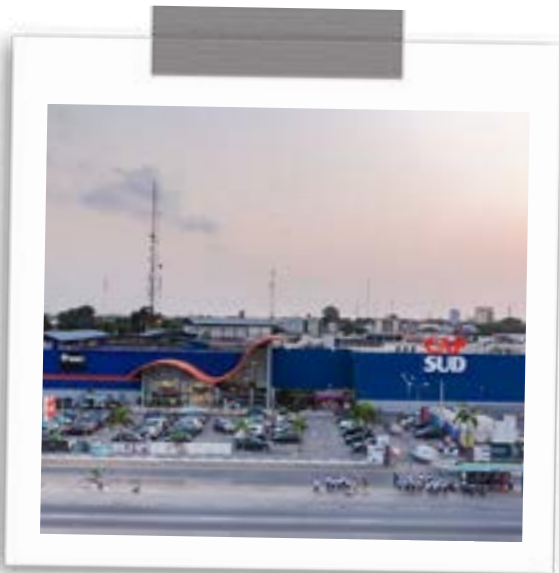
## Diamond Center | Cocody Riviera 4

Plus qu'un centre commercial, Diamond Center s'affirme comme l'un des nouveaux épicentres du lifestyle abidjanais haut de gamme. L'adresse séduit par son atmosphère feutrée et sa sélection orientée gastronomie et plaisirs raffinés.

On y retrouve des signatures reconnues telles que **Eric Kayser**, **Patchi**, **L'Enophile**, ou encore Le **Grill du Méchoui**, qui attirent une clientèle d'affaires et une élite urbaine en quête d'expériences qualitatives.

Entre café d'exception, déjeuner d'affaires ou rendez-vous en soirée, Diamond Center illustre l'émergence d'un **Abidjan gourmet et cosmopolite**.





### Cap Sud | Marcory

Institution du shopping moderne en Côte d'Ivoire, Cap Sud conserve son statut de référence en matière de lifestyle accessible premium.

Le centre accueille plusieurs enseignes internationales de beauté et de mode telles que **Yves Rocher**, **L'Occitane**, **Etam**, ainsi que les univers parfumerie et accessoires développés par **Zino**.

Lieu intergénérationnel par excellence, Cap Sud demeure l'un des espaces où s'observe le mieux l'évolution des habitudes de consommation de la classe moyenne supérieure abidjanaise.

### PlaYce | Marcory & Riviera Palmeraie

Avec son architecture ouverte et son offre diversifiée, PlaYce Marcory a introduit à Abidjan une expérience de mall inspirée des standards internationaux.

Le centre regroupe notamment **Lacoste Côte d'Ivoire**, **Jules**, **Beauty Success**, ainsi que plusieurs enseignes mode et lifestyle structurantes du retail moderne ivoirien.

Shopping, loisirs et restauration s'y combinent dans une ambiance dynamique fréquentée par une jeunesse urbaine active et connectée.



### Cosmos | Yopougon

Symbole majeur de la transformation urbaine d'Abidjan, Cosmos marque l'arrivée du lifestyle moderne dans la plus grande commune du pays. Autour de **Carrefour**, le complexe rassemble des enseignes internationales telles que **Burger King**, **Miniso**, **Canal+ Store**, **Zino** ou encore des boutiques technologiques comme **Lenovo**.

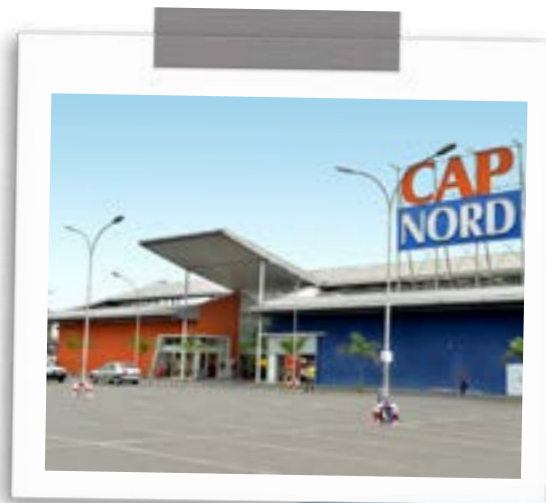
Cosmos traduit une évolution essentielle : la montée d'un **lifestyle premium démocratisé**, désormais accessible bien au-delà des quartiers traditionnels du sud de la ville.



### Cap Nord | Cocody Riviera 3

Situé au cœur de la Riviera, Cap Nord s'est imposé comme un véritable centre de vie pour les résidents du nord d'Abidjan. Le mall accueille des enseignes reconnues telles que **FNAC**, **Aldo**, **Yves Rocher**, **Inglot**, **Celio**, **Woodin**, ainsi que les espaces spécialisés Zino Parfumerie et Zino Horlogerie.

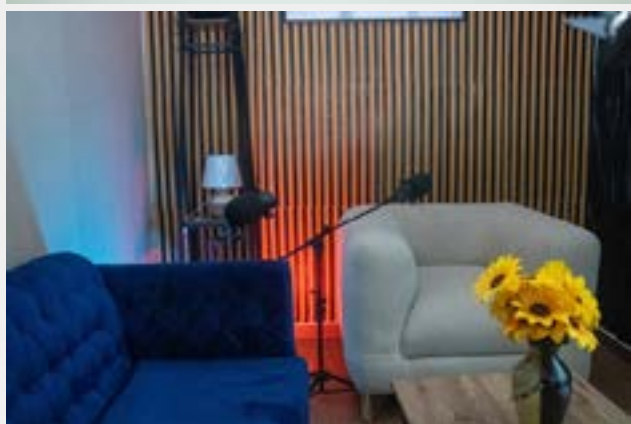
Entre shopping, beauté et restauration, Cap Nord accompagne l'émergence d'un mode de vie résidentiel moderne où proximité et sophistication se rejoignent.



À travers ces lieux, Abidjan affirme son statut de métropole africaine où le développement économique s'accompagne d'une culture du beau, du confort et de l'expérience. Le luxe abidjanais ne se limite plus à des adresses confidentielles — il s'inscrit désormais dans des espaces ouverts, vivants et profondément urbains.

# PODCAST STUDIO

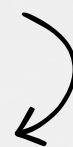
by Mian Media



**Votre voix mérite plus qu'un micro. Elle mérite une expérience.**

Alors contactez-nous dès maintenant pour enregistrer votre Podcast

**+225 07 14 13 25 74**





# THE CONNECT EVENT

***Coming soon...***

La plateforme stratégique B2B qui rassemble les décideurs clés de l'entreprise autour des enjeux de transformation, de performance et de collaboration inter-fonctions.

# MIAN

MAGAZINE

AU COEUR DE L'AFRIQUE QUI DÉCIDE

**Donner la parole à  
ceux et celles qui  
façonnent l'avenir du  
continent**

<https://www.mianmedia.com>

